



Initiative Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Rapport de l'Atelier Régional et Conférence

GI WACAF 2009

Hôtel Hilton Yaoundé, Cameroun

Du 2 au 5 novembre 2009

“Lutte Antipollution : de la Planification à la Pratique”



Accueilli par “la Société Nationale des Hydrocarbures du Cameroun”



S N H

Résumé exécutif

L'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement (IPIECA) ont lancé en 2006 l'Initiative mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre (GI WACAF) en vue de renforcer les capacités d'intervention sur les déversements d'hydrocarbures en Afrique de l'ouest et du centre.

Le Projet GI WACAF est un partenariat entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement (IPIECA) visant à renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les déversements d'hydrocarbures en mer. Un des caractères innovant de l'Initiative Mondiale est de promouvoir la coopération public/privé pour renforcer les capacités de lutte contre les pollutions accidentelles par hydrocarbures, et ce, en mobilisant l'expertise et les ressources de l'industrie.

L'Atelier régional et conférence GI WACAF 2009 s'est tenu du 2 au 5 novembre 2009 à Yaoundé au Cameroun accueillis par la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH). Cet événement biennal intervient à la suite de la réunion régionale organisée à Pointe-Noire en déc. 2007 et au lancement en avril 2006 du Projet GI WACAF. Cet atelier conférence 2009 avait pour thème « Lutte Antipollution : de la Planification à la Pratique », avec les objectifs suivants :

1. Bilan des avancées depuis 2006 (et plus spécifiquement des résultats de l'exercice biennal 2008-2009) et partage d'expériences entre les représentants des États et de l'industrie pétrolière ;
2. Identification des objectifs et préparation de plans d'action aux niveaux national et régional en vue de renforcer les capacités de lutte pour l'exercice biennal suivant, et renforcer la coopération entre les États et l'industrie pétrolière ;
3. Formation sur la mise en œuvre des conventions OPRC 90, CLC 92 et Fonds de 92.

L'Atelier-conférence était organisé autour de conférences généralistes, de conférences techniques, de groupes de travail régionaux, du développement de plans d'action nationaux et de formation sur les régimes d'indemnisation en cas de pollution en provenance de navires pétroliers.

Les questions et commentaires qui ont suivi les différentes présentations, ainsi que les groupes de travail et l'échange d'information entre les représentants des États et de l'industrie pétrolière durant les quatre jours de l'atelier ont permis d'identifier plusieurs recommandations essentielles pour le Projet GI WACAF en 2010-2011 :

- **Législation** : Ratification et mise en œuvre des conventions internationales en matière préparation à la lutte et d'indemnisation ;
- **Planification d'urgence nationale** : Mise en œuvre effective des Plans Nationaux d'Intervention d'Urgence (intégrant les plans locaux et cohérents avec la Convention OPRC 90), actualisation et diffusion des Plans Nationaux à toutes les parties prenantes ; et finalement, mobilisation des bailleurs de fonds internationaux pour renforcer les capacités de lutte dans la région.
- **Information, communication, formation et exercices** : Amélioration de l'échange d'information et de la communication au niveau des pays, entre les pays et avec l'industrie. Renforcement des formations conjointes administration/industrie pétrolière, ainsi que des programmes d'exercices.
- **Aspect technique et opérationnel** : Développement d'actions communes administration/industrie et de projets de renforcement des capacités techniques d'intervention sur les pollutions.
- **Coopération régionale : mise en œuvre du Plan d'urgence régional de lutte contre les déversements d'hydrocarbures**, y compris installation du centre régional, harmonisation de la politique sur l'utilisation des dispersants, ainsi que des procédures des Douanes et de l'Immigration, instauration de mécanismes d'indemnisations (pour les pollutions issues des navires ou les incidents non-issus de navires), etc.
- **Assistance des organisations internationales, à savoir l'OMI et l'IPIECA** dans le cadre du Projet GI WACAF.

En plus de ces recommandations, les représentants de chaque pays ont évalué le degré de préparation de leur pays et ont rédigé un Plan d'action national. Ces plans soulignent les actions prioritaires à mettre en œuvre et les besoins de soutien.

La participation active de tous les représentants et experts et leurs contributions éclairées, ainsi que l'organisation de l'atelier au niveau local avec l'aide de la SNH et du Projet GI WACAF, ont été grandement appréciées. La réussite de cet atelier leur doit beaucoup.

Table des matières

INTRODUCTION	5
OBJECTIF DE L'EVENEMENT	5
PROGRAMME	5
PARTICIPANTS	6
RESUME DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE LUNDI 2 NOVEMBRE 2009.....	7
<i>Discours d'ouverture IPIECA.....</i>	<i>7</i>
<i>Discours d'ouverture OMI.....</i>	<i>7</i>
<i>Discours d'ouverture de son Excellence, le Ministre de l'environnement et de la protection de la nature.....</i>	<i>8</i>
RESUME DES PRESENTATIONS : INTRODUCTION LUNDI 2 NOVEMBRE 2009.....	9
<i>Revue Générale des Activités du Projet GI WACAF et Résultats Obtenus au Cours du Biennium 2008-2009.....</i>	<i>9</i>
<i>Introduction sur les Objectifs de l'Atelier et Conférence et Présentation du Programme</i>	<i>9</i>
<i>Le Plan National d'Intervention d'Urgence du Cameroun</i>	<i>9</i>
RESUME DES PRESENTATIONS : CONFERENCE ET EXPOSITION, LUNDI 2 NOVEMBRE 2009	10
<i>République du Congo : Le Plan National d'Intervention d'Urgence et Exercices Récents.....</i>	<i>10</i>
<i>Sénégal : La HASSMAR, la Réponse du Sénégal aux Pollutions Marines.....</i>	<i>10</i>
<i>REX Exercice de Lutte Antipollution 2009 du 6 au 11 mars, TOTAL EP Cameroun.....</i>	<i>10</i>
<i>Mise en Œuvre et Perspectives d'Evolution du Plan d'Urgence de Lutte contre les Déversements Accidentels d'Hydrocarbures au Gabon</i>	<i>10</i>
<i>"Étude de Cas: Shell Togo" Exercice Tier 3 de "Passing Ship" Accident d'un Pétrolier de Passage au Large des Côtes...11</i>	<i>11</i>
<i>Vue Générale des Capacités de Lutte et de Préparation en Matière de Pollution par les Hydrocarbures au Niveau du Pipeline Tchad-Cameroun.....</i>	<i>11</i>
<i>Pour un Environnement sans Pollution Accidentelle, Le Rôle du NOSDRA dans la Gestion d'un Déversement d'Hydrocarbures au Nigéria.....</i>	<i>11</i>
<i>Planification en Matière de Pollution par les Hydrocarbures – Le Cas du Ghana.....</i>	<i>11</i>
<i>Protocole d'Urgence à la Convention d'Abidjan, Mers Régionales du PNUE.....</i>	<i>12</i>
RESUME DES PRESENTATIONS : PREPARATION A LA LUTTE FACE AUX DEVERSEMENTS ACCIDENTELS D'HYDROCARBURES ET MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION OPRC 90, MARDI 3 NOVEMBRE 2009	13
<i>La Convention OPRC : Convention Internationale de 1990 sur la Préparation, la Lutte et la Coopération en matière de Pollution par les Hydrocarbures en Afrique de l'Ouest et du Centre.....</i>	<i>13</i>
<i>Cartes de Vulnérabilité Environnementale en Matière de Pollution par les Hydrocarbures.....</i>	<i>13</i>
<i>Principes de Fonctionnement des Dispersants et Bilan des Avantages Net pour l'Environnement (NEBA).....</i>	<i>13</i>
<i>Le Développement d'une Politique nationale d'Utilisation des Dispersants.....</i>	<i>14</i>
<i>Introduction aux Barrages à façon</i>	<i>14</i>
<i>Equipement de lutte contre les pollutions par les hydrocarbures : atout ou handicap ?.....</i>	<i>14</i>
<i>Développement d'Exercices conjoints Industrie/Gouvernement</i>	<i>14</i>
<i>Analyse météo-océanique et modélisation pour l'Afrique de l'ouest et du centre</i>	<i>15</i>
RESUME DU QUESTIONNAIRE POUR L'ANALYSE METEO-OCEANIQUE ET MODELISATION POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE, MARDI 3 NOVEMBRE 2009.....	16
RESUME DES GROUPES DE TRAVAIL REGIONAUX MERCREDI 3 NOVEMBRE 2009	18
<i>Groupe WA : Comment renforcer les systèmes nationaux de lutte et les activités de coopération technique ?.....</i>	<i>18</i>
<i>Groupe C : Comment renforcer l'efficacité de la lutte et les capacités opérationnelles au niveau national ?.....</i>	<i>18</i>
<i>Groupe A : Comment poursuivre le développement de la coopération régionale ?</i>	<i>19</i>

<i>Groupe F : Comment améliorer l'efficacité du projet GI WACAF ?</i>	19
RESUME DES GROUPES DE TRAVAIL NATIONAUX, MERCREDI 3 NOVEMBRE 2009	21
<i>Résultats des groupes de travail nationaux</i>	21
<i>Principaux éléments prioritaires</i>	22
RESUME DES PRESENTATIONS : ATELIER SUR LES DEMANDES D'INDEMNISATION JEUDI 4 NOVEMBRE 2009	25
RESUME DES PRESENTATIONS : FORMATION SUR LA PREPARATION ET LES TECHNIQUES DE LUTTE AU NIVEAU DE L'INDUSTRIE EN MATIERE DE POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES, JEUDI 4 NOVEMBRE 2009	26
<i>Introduction de la Formation, le Rôle des Points Focaux de l'Industrie dans l'Initiative Mondiale</i>	26
<i>Les réalités de la lutte opérationnelle en matière de pollution par les hydrocarbures</i>	26
<i>Avancées dans les techniques de dispersants</i>	26
<i>Modélisation des trajectoires des Pollutions par Hydrocarbures</i>	27
<i>Nouvelles technologies de télédétection et application à la préparation à la lutte en matière de pollutions par les hydrocarbures</i>	27
<i>Développement des cartes de vulnérabilité environnementales et des stratégies de lutte</i>	27
<i>Détection des pollutions par hydrocarbures utilisant les techniques de détection à distance</i>	27
RESUME DE LA CEREMONIE DE CLOTURE, JEUDI 4 NOVEMBRE 2009	28
<i>Allocution de clôture IPIECA</i>	28
<i>Allocution de clôture OMI</i>	28
<i>Allocution de clôture SNH</i>	28
RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER REGIONAL ET CONFERENCE GI WACAF 2009	29
<i>Législation</i>	29
<i>Planification nationale</i>	29
<i>Information, communication, formation et exercices</i>	29
<i>Aspects techniques et opérationnels</i>	30
<i>Coopération régionale</i>	30
<i>Soutien des organisations internationales</i>	31
CONCLUSION	32
ANNEXE 1. PROGRAMME ATELIER RÉGIONAL ET CONFÉRENCE GI WACAF 2009	34
ANNEXE 2. LISTE DES PARTICIPANTS	45
LISTE DES POINT FOCaux GI WACAF DES GOUVERNEMENTS (OU LEURS REPRESENTANTS)	45
LISTE DES POINT FOCaux GI WACAF DE L'INDUSTRIE (OU LEURS REPRESENTANTS)	47
LISTE DES PARTICIPANTS	48
LISTE DES EXPERTS	53
ANNEXE 3. DISCOURS D'OUVERTURE DE M. THOMAS COOLBAUGH, IPIECA	54
ANNEXE 4. DISCOURS D'OUVERTURE DE M. STEFAN MICALLEF, OMI	56
ANNEXE 5. ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE, MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE	60
ANNEXE 6. ETUDE HYDRODYNAMIQUE POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE ET COLLECTE DE DONNÉES MÉTÉO-OCÉANIQUE HISTORIQUE ET EN TEMPS RÉEL	62
ANNEXE 7. RÉSULTAT DES GRILLES DE PRÉPARATION	68
ANNEXE 8. FORMULAIRE D'ÉVALUATION	74
ANNEXE 9. PHOTOGRAPHIES	76

Introduction

Le projet Initiative mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre, le projet GI WACAF, est un partenariat entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement (IPIECA). La mise en œuvre de ce projet intervient dans le cadre de l'Initiative mondiale (GI) qui a été validée par les États membres de l'OMI en 1996 et officiellement lancée au Cap, en Afrique du Sud, en 1996.

Le Projet GI WACAF a été lancé dix ans plus tard. Ce projet est financé par l'OMI et huit compagnies pétrolières membres de l'IPIECA. 22 pays de l'Afrique de l'ouest et du centre y participent. Depuis son instauration, des progrès significatifs ont été constatés dans l'amélioration des capacités d'intervention sur les déversements d'hydrocarbures. Il convient de noter qu'entre 2006 et 2009, 30 ateliers ont été organisés au total et 3000 personnes ont été formées. Côté résultats, l'indicateur général du niveau de préparation a augmenté de 6 % en 2008 par rapport à 2007. Et les 6 indicateurs clés de performance de préparation ont également progressé (Législation ; plans d'urgence; désignation des autorités nationales ; accords ; formation et exercices ; ressources nationales).

L'Atelier régional et conférence GI WACAF 2009 est le plus grand événement organisé en Afrique de l'ouest et du centre en faveur de la coopération, de la préparation et de la lutte contre les pollutions accidentelles par hydrocarbures. L'événement s'inscrit dans le système de gestion biennal du projet GI WACAF et réunit les points focaux de l'industrie et des gouvernements autour d'objectifs communs en vue de partager leurs expériences et de faire le point sur les avancées du plan d'action de l'exercice biennal. Les points focaux, sur la base de ces résultats, établissent les objectifs de l'exercice biennal suivant.

Objectif de l'événement

Les principaux objectifs de la conférence-atelier étaient:

- Bilan des avancées lors de l'exercice biennal 2008-2009 et partage d'expériences entre les représentants des États et ceux de l'industrie pétrolière ;
- Identification des objectifs et préparation de plans d'action aux niveaux national et régional en vue de renforcer les capacités de lutte et d'intervention pour l'exercice biennal suivant, et renforcer la coopération entre les États et l'industrie pétrolière ;
- Formation à la mise en œuvre des conventions OPRC 90, CLC 92 et Fonds de 92.

Programme

L'événement s'est déroulé sur cinq jours (Voir Annexe 1 pour consulter le programme complet).

- Lundi
 - Cérémonie d'ouverture et présentation de l'atelier
 - Conférences des représentants des pays et de l'industrie pétrolière sur la mise en œuvre de Plans d'urgence nationaux et sur le renforcement des capacités d'intervention
- Mardi : Préparation à la lutte contre les déversements et mise en œuvre de la Convention OPRC 90
 - Conférences d'experts sur les Conventions (OPRC 90 et Protocole d'Urgence et sur les derniers développements en matière de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures (utilisation de dispersants, cartographie des sensibilités, modélisation Météo-océanique, conduite d'exercices communs à l'industrie et à l'État, etc.)
- Mercredi
 - 4 groupes de travail régionaux pour le développement d'un plan d'action thématique pour le projet GI WACAF

- Développement par les représentants des États des plans d'action nationaux pour l'exercice biennal suivant
- Jeudi
 - Atelier sur les réclamations et indemnisations (ciblé gouvernement)
 - Formation de l'industrie à la préparation et aux technologies d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (ciblée industrie)
 - Cérémonie de clôture

Le cinquième jour (le vendredi) était réservé à la rencontre régionale des experts juridiques et techniques nationaux sur le Protocole d'urgence à la Convention d'Abidjan (à l'attention des représentants des États).

Les experts ayant participé à l'événement sont présentés ci-dessous. Plus de détails figurent dans l'**Error! Reference source not found.**

- **Andrew Nicoll**, Advocacy Manager pour *Oil Spill Response*.
- **Augustine Ndum**, Correspondant national pour le projet GIWACAF et secrétaire permanent du Comité de Pilotage et de Suivi des Pipelines au sein de la SNH.
- **Christophe Rousseau**, adjoint au directeur du Cedre depuis 1995, en charge de la coordination de l'information et de la documentation, de l'ensemble des activités de formation du Cedre, ainsi que du service plans et audits.
- **Jean-François Levy**, consultant, expert en négociations et mise en œuvre des conventions internationales : conventions de l'OMI, en particulier de MARPOL et OPRC relatives à la prévention et lutte contre les pollutions marines.
- **Jérôme Xavier**, supervise le service de radar pénétrant GPR depuis 2007.
- **José Maura Barandiaran**, dirige le département des sinistres du FIPOL depuis le 1^{er} janvier 2002.
- **Lindsay Page-Jones**, Conseiller technique antipollution depuis 2003.
- **Malamine Thiam**, Responsable Coordination Coopération technique et Grands Projets; Division Milieu marin de l'OMI
- **Olivier Ponthieux**, coordinateur des questions de pollution par hydrocarbures pour Total Exploration & Production.
- **Philippe de Susanne**, chef de projet de l'Initiative mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GI WACAF) de l'OMI/IPIECA.
- **Stefan Micallef**, directeur adjoint de la Division du milieu marin de l'Organisation maritime internationale (OMI), où il dirige la sous-division de coordination de la coopération technique et de lutte contre les pollutions.
- **Thomas Coolbaugh**, responsable scientifique adjoint du groupe Oil Spill Response Technology d'ExxonMobil Research & Engineering (EMRE).
- **Wolfgang Konkell**, scientifique, spécialiste de l'environnement, qui travaille chez ExxonMobil depuis 25 ans.

Participants

L'Atelier régional et conférence GI WACAF 2009 a réuni les représentants des États et de l'industrie pétrolière de la région. Au total, 120 participants ont assisté à chaque jour de l'événement, dont la plupart des points focaux GI WACAF gouvernement et industrie. La liste complète des participants figure en Annexe 2. Les pays suivants étaient représentés :

Angola	Ghana
Benin	Guinée
Cameroun	Guinée-Bissau

Cap Vert	Mauritanie
Congo (Rép. Dém.)	Namibie
Congo (Rép.)	Nigéria
Côte d'Ivoire	Sao Tomé et Príncipe
Guinée équatoriale	Sénégal
Gabon	Sierra Léone
Gambie	Togo

La forte participation des représentants de l'industrie pétrolière de la région témoigne de la qualité de la coopération entre les points focaux GI WACAF des gouvernements et de l'industrie pétrolière. L'implication des points focaux GI WACAF de l'industrie permettra de renforcer la mise en œuvre en commun des activités programmées pour l'exercice biennal 2010-2011.

Des représentants des organisations partenaires de l'Initiative mondiale étaient présents :

- Organisation maritime internationale (OMI)
- Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement (IPIECA)

Des représentants des organisations et programmes suivants des Nations Unies étaient également présents :

- Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL) ;
- Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) ;
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

La liste complète des participants figure en **Annexe 2** au présent rapport.

Résumé de la cérémonie d'Ouverture

Lundi 2 novembre 2009

La cérémonie d'ouverture s'est tenue le lundi 2 novembre 2009. Les allocutions suivantes ont été données :

Discours d'ouverture IPIECA

Thomas Coolbaugh, Président du projet GI WACAF, IPIECA

M. Thomas Coolbaugh en qualité de président du Projet GI WACAF a présenté le Projet et retracé l'historique de l'Initiative mondiale. Il a insisté sur la mission et la structure de l'Initiative mondiale et a rappelé les objectifs de l'atelier. Le texte intégral de son discours d'ouverture se trouve en Annexe 3.

Discours d'ouverture OMI

Stefan Micallef, OMI

M. Stefan Micallef, OMI, a commencé son allocution en mentionnant l'adoption récente de la Charte africaine du transport maritime et en insistant sur le lien entre les efforts de l'OMI et les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies. Il a rappelé l'histoire des Conventions de l'OMI pour la protection du milieu marin, depuis la prévention de la pollution avec la convention MARPOL jusqu'aux efforts de préparation avec la Convention OPRC et la Convention BWM pour la gestion des eaux de ballast ou la Convention sur les systèmes antisalissures (AFS). Enfin, M. Micallef a fait le point sur les résultats exceptionnels obtenus dans le cadre du Projet GI WACAF et présenté l'objectif de l'atelier. Le texte intégral de son discours d'ouverture se trouve en Annexe 3.

Discours d'ouverture de son Excellence, le Ministre de l'environnement et de la protection de la nature

Son Excellence M. Pierre Hélé

Son Excellence M. Pierre Hélé, Ministre de l'environnement et de la protection de la nature, a ouvert les travaux de l'Atelier régional et conférence GI WACAF 2009. Le Ministre a exprimé sa grande satisfaction sur l'organisation au Cameroun de cet événement et a tenu à féliciter les organisateurs de l'atelier. Il a souligné que si beaucoup avait été fait dans le domaine de la protection de l'environnement, le chemin reste encore long. Il a aussi insisté sur la dimension mondiale de l'enjeu. Si la production pétrolière de l'Afrique occupe une place de plus en plus importante, la région doit prendre des mesures pour protéger l'environnement et il est essentiel que les pays d'Afrique œuvrent ensemble pour gérer au mieux le problème transfrontalier de la pollution par les hydrocarbures. Le Ministre a conclu en exprimant son enthousiasme pour le partenariat public-privé au sein du GI WACAF qui témoigne de l'effort de solidarité pour gérer ensemble le problème de la pollution par hydrocarbures. Le texte intégral de son discours d'ouverture se trouve en Annexe 5.

Résumé des présentations : Introduction

Lundi 2 novembre 2009

Suite à la cérémonie d'ouverture, un cocktail de bienvenu a été offert par le Projet GI WACAF et une session plénière s'est tenue pour introduire l'atelier et rappeler les développements récents dans le domaine de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région et au Cameroun.

Revue Générale des Activités du Projet GI WACAF et Résultats Obtenus au Cours du Biennium 2008-2009

Philippe de Susanne, Chef de Projet, OMI/PIECA GIWACAF

M. Philippe de Susanne, chef de projet du projet GI WACAF, a présenté les objectifs de ce dernier. Le projet est géré suivant un cycle de deux ans et 23 activités nationales et 6 activités régionales ont été mises en œuvre depuis le lancement du projet en 2006. Il a cité deux études de cas d'exercices conjoints industrie/gouvernement qui ont eu lieu au Cameroun et en République du Congo en 2009 ayant permis d'améliorer les conditions de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Il a souligné les concrétisations du projet GI WACAF entre 2006 et 2009, en citant plusieurs indicateurs clés de performance. Une étude des Plans d'urgence nationaux de lutte contre les pollutions accidentelles par hydrocarbures dans la région a été menée en 2009 et des recommandations ont ensuite été formulées en vue de renforcer l'utilisation opérationnelle des plans nationaux dans la région. M. de Susanne a ensuite évoqué les prochaines étapes du projet GI WACAF et indiqué qu'un plan d'action pour l'exercice biennal 2010-11 serait proposé sur la base des conclusions de l'atelier régional et conférence.

Introduction sur les Objectifs de l'Atelier et Conférence et Présentation du Programme

Philippe de Susanne, Chef de Projet, OMI/PIECA GIWACAF

M. Philippe de Susanne a transmis les excuses de M. Malamine Thiam de l'OMI qui ne pouvait assister à l'événement pour des raisons de santé. Il a présenté les objectifs de l'événement ainsi que le déroulement de la semaine de l'atelier régional.

Le Plan National d'Intervention d'Urgence du Cameroun

Augustine Ndum, Secrétaire permanent du Comité de Pilotage et de Suivi des Pipelines (CPSP), Société Nationale des Hydrocarbures (SNH)

M. Augustine Ndum de la SNH a décrit l'objectif et la structure du PNIU du Cameroun qui venait d'être approuvé avant la tenue de l'atelier. Il existe un risque grandissant de déversements sur les côtes du Cameroun du fait de la croissance des activités d'exploration et de production et du trafic maritime dans la région. Il a également décrit les sources de déversements terrestres. Le Plan national a été développé afin d'aborder les risques de déversements d'hydrocarbures et d'indiquer les actions à court terme pour sensibiliser le public au plan, pour renforcer les capacités nationales et pour actualiser les plans préexistants des exploitants. Au cours de la réalisation du plan, différentes parties prenantes ont été consultées, dont la Banque mondiale, l'Institut français du pétrole (IFP), des ONG, etc.

Résumé des présentations : Conférence et exposition, Lundi 2 novembre 2009

L'après-midi du lundi 2 novembre 2009, deux sessions ont été organisées en parallèle dans le cadre de la conférence. L'objectif était que les États et l'industrie pétrolière mettent en commun leurs expériences et les pratiques d'excellence identifiées. Dans leurs présentations, les points focaux du GI WACAF ont expliqué les récents développements et les initiatives mises en œuvre en faveur de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région.

République du Congo : Le Plan National d'Intervention d'Urgence et Exercices Récents

M. Marius Issanga pour la DIGEMAR et Marc Nkoko pour l'Association des opérateurs pétrolier du Congo (AOPC)

L'exercice organisé à Pointe Noire en avril 2009 a permis de tester le rôle de l'Association des opérateurs pétroliers du Congo dans le Plan national d'intervention d'urgence. L'intervenant a décrit les différentes mesures mises en œuvre pour la préparation de l'exercice, y compris la phase préparatoire et les étapes pratiques impliquant le commandement des opérations et l'intervention en mer et à terre. Enfin, les leçons apprises et les pratiques d'excellence retenues lors de cet exercice ont été présentées aux participants.

Sénégal : La HASSMAR, la Réponse du Sénégal aux Pollutions Marines

Babacar Ba, Chef Division Opérations, Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité Maritime, de la Sûreté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin (HASSMAR)

Le Capt. Babacar Ba Chef Division Opérations de la HASSMAR a débuté sa présentation par une information sur les diverses activités au Sénégal liées à la mer et leur importance dans l'économie nationale. En matière de pollution marine, le Sénégal a signé plusieurs Conventions internationales et régionales. Les difficultés à établir un plan d'urgence ont été soulignées. Le Capt. Babacar Ba a expliqué le rôle de la HASSMAR et sa mission de coordination des actions de l'État en mer. Il a décrit l'organisation des autorités sénégalaises en cas d'urgence, ainsi que les différentes étapes de mise en œuvre du plan d'urgence, du niveau local au niveau national. Le Capt. Ba a expliqué les mesures mises en œuvre par la HASSMAR en vue de renforcer la préparation du Sénégal. Des actions en cours ont également été présentées comme l'initiation des procédures de ratification des Conventions Responsabilité civile 1992 et FIPOI 1992, ainsi que la production d'un rapport sur le renforcement des aspects opérationnels du plan national pour l'intervention d'urgence en mer. Il a conclu sa présentation en rappelant les diverses initiatives de la HASSMAR pour renforcer la coopération sous-régionale.

REX Exercice de Lutte Antipollution 2009 du 6 au 11 mars, TOTAL EP Cameroun

Martin Bayiha Kodock, Responsable HSE, Total E&P Cameroun

Martin Bayiha Kodock a présenté l'organisation d'un exercice d'intervention mené par Total Cameroun en mars 2009. Il a fait état des enseignements tirés de cet exercice, des possibilités d'améliorations constatées en interne et des attentes quant à la politique nationale d'intervention sur les déversements d'hydrocarbures.

Mise en Œuvre et Perspectives d'Evolution du Plan d'Urgence de Lutte contre les Déversements Accidentels d'Hydrocarbures au Gabon

Louis-Léandre Ebobola, Directeur Général Adjoint de l'Environnement et de la Protection de la Nature, Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature

L'industrie pétrolière représente 55 à 60 % du PIB annuel du Gabon. Un plan d'urgence national a été décidé récemment pour limiter les conséquences des déversements. Les risques de déversements en provenance des navires et de la production pétrolière ont été évalués et décrits. Louis-Léandre Ebobola a expliqué les rôles des différentes parties impliquées au Gabon dans la préparation et la lutte contre les déversements que la structure organisationnelle des

différents services nationaux. Il a présenté les activités à venir pour renforcer les capacités de lutte au Gabon. M. Ebobola a conclu sa présentation en soulignant l'importance d'un plan national ainsi que celle de la coopération aux niveaux national et international.

“Étude de Cas: Shell Togo” Exercice Tier 3 de "Passing Ship" Accident d'un Pétrolier de Passage au Large des Côtes

Sylvia Glokpor, Responsable des Opérations Maritimes Shell Togo

Sylvia Glokpor a décrit les principales activités de la « Société Togolaise de Stockage de Lomé » et ses relations avec les autorités locales au Togo. Un exercice de gestion de crise a été organisé en novembre 2007 pour tester les capacités d'intervention du Togo et de Shell en cas de déversement en mer. Le compte-rendu d'exercice formule des recommandations par rapport aux objectifs initialement fixés.

Vue Générale des Capacités de Lutte et de Préparation en Matière de Pollution par les Hydrocarbures au Niveau du Pipeline Tchad-Cameroun

Eric Angu, Coordinateur de la lutte anti pollution, Cameroon Oil Transport Company (COTCO)

Eric Angu de la COTCO a commencé sa présentation en insistant sur l'importance de la prévention des déversements d'hydrocarbures, notamment en phases de conception et d'entretien des pipelines. Il a également souligné qu'il est essentiel de se doter d'un plan d'urgence qui doit être régulièrement testé. Il a ensuite décrit les mesures mises en œuvre par la COTCO pour améliorer la stratégie d'intervention sur les déversements. Il a finalement décrit leur approche de gestion des déversements accidentels d'hydrocarbures.

Pour un Environnement sans Pollution Accidentelle, Le Rôle du NOSDRA dans la Gestion d'un Déversement d'Hydrocarbures au Nigéria

Mr. Nnubia de Clean Nigeria Associates pour Dr. Ajakaiye de NOSDRA

M. Nnubia de Clean Nigeria Associates a demandé d'excuser le Dr. Ajakaiye du NOSDRA qui ne pouvait faire cette présentation en personne. Il a décrit les sources, les causes et les effets des déversements d'hydrocarbures au Nigeria. M. Nnubia a présenté les efforts déployés par le NOSDRA l'an dernier pour améliorer les conditions de préparation et de lutte. Plusieurs exercices de renforcement des capacités ont eu lieu ces dernières années au Nigeria avec les soutiens de plusieurs organisations notamment l'EPA des Etats Unis d'Amérique et le Projet GI WACAF de l'OMI et l'IIPECA. Il a également décrit les mesures préventives prises par l'agence.

Planification en Matière de Pollution par les Hydrocarbures – Le Cas du Ghana

Kojo Agbenor-Efunam, Agence de protection de l'environnement du Ghana

M. Kojo Agbenor-Efunam de l'Agence de protection de l'environnement du Ghana a décrit les ressources côtières du Ghana. Une évaluation réalisée dans les années 80 avec l'assistance de l'OMI a mis en évidence l'exposition du pays aux risques de déversements. Suite à un premier programme de formation, une proposition de plan d'urgence a été élaborée, puis revue et améliorée au fil du temps. Des cartes de sensibilité du Ghana ont été développées avec l'aide de l'OMI, du PNUD/de l'UNOPS et du gouvernement danois. L'importance de la formation et des exercices, en collaboration avec le secteur privé, a été soulignée pour promouvoir le renforcement de capacités. La découverte de ressources pétrolières au Ghana et leur commercialisation ont accru le risque de déversements d'hydrocarbures. La coopération régionale avec l'implication du bureau régional du PNUE et du secrétariat de la Convention d'Abidjan a également été renforcée au Ghana. L'aide du GI WACAF a permis de conférer une dimension mondiale à la planification d'urgence. M. Agbenor-Efunam a conclu en présentant les activités à venir pour renforcer des capacités de lutte au niveau du Ghana.

Protocole d'Urgence à la Convention d'Abidjan, Mers Régionales du PNUE

James Kamara, Représentant du Secrétariat Conjoint pour les Conventions d'Abidjan et de Nairobi Programme des Nations Unies pour l'Environnement

M. James Kamara a introduit sa présentation en rappelant l'historique et la portée de la Convention d'Abidjan qui a été adoptée en 1981 et qui couvre 22 États. M. James Kamara a rappelé les objectifs de la Convention et a précisé la richesse en ressources marines et côtières de la zone régie par la Convention d'Abidjan. A ce jour, 14 des 22 États ont ratifié la Convention, dont la redynamisation est en cours. Plusieurs articles de la Convention d'Abidjan évoquent la pollution provenant de sources et activités terrestres et ses effets. Ces articles sont à la base des Protocoles d'urgence et LBSA. M. James Kamara a souligné l'importance de ces Protocoles et précisé que la mise en œuvre réussie du Protocole d'urgence repose sur la planification de la lutte contre les déversements.

Résumé des présentations : Préparation à la Lutte Face aux Déversements Accidentels d'Hydrocarbures et Mise en Œuvre de la Convention OPRC 90, Mardi 3 Novembre 2009

La journée du mardi 3 novembre 2009 était consacrée à la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures, adoptée par l'OMI en 1990 (OPRC 90) et sa mise en œuvre en Afrique de l'ouest et du centre. Plusieurs présentations techniques ont été consacrées aux conditions de renforcement des capacités de lutte dans la région. Chaque présentation était suivie d'un débat sur le sujet.

La Convention OPRC : Convention Internationale de 1990 sur la Préparation, la Lutte et la Coopération en matière de Pollution par les Hydrocarbures en Afrique de l'Ouest et du Centre

Jean-Francois Levy, Consultant OMI

Les principales conventions de l'OMI visant à protéger le milieu marin de la pollution en provenance des navires ont été passées en revue. M. Jean-Francois Levy, consultant OMI, s'est attaché à expliquer les objectifs de la Convention OPRC 90. Il est revenu sur les conditions d'élaboration de cette Convention faisant suite à la catastrophe de l'Exxon Valdez en 1989. Le Protocole OPRC-HNS 2000 est entré en vigueur en 2007 du fait de la multiplication des risques de pollutions aux produits chimiques. Le nombre d'États signataires de la Convention OPRC 90 et les obligations des parties aux niveaux national et international ont été évoqués. M. Levy a expliqué le rôle de l'OMI dans l'aide à la ratification et à la mise en œuvre de l'OPRC 90 par les pays. Il a confirmé que l'Initiative mondiale est un bon exemple de coopération internationale et d'assistance réciproque entre l'industrie pétrolière et les gouvernements. Les résultats obtenus dans la région WACAF ces dernières années sont vus comme un exemple de progrès à suivre. Une présentation des prochaines étapes concernant la région de l'Afrique de l'ouest et du centre s'en est suivie. Elles incluent le développement d'un Centre régional et l'actualisation du Protocole d'urgence à la Convention d'Abidjan.

Cartes de Vulnérabilité Environnementale en Matière de Pollution par les Hydrocarbures

Lindsay Pages Jones, Consultant GI WACAF

M. Lindsay Page-Jones, Consultant GI-WACAF, a expliqué l'importance des cartes de sensibilité dans les opérations de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Il a expliqué comment cartographier les sensibilités côtières au moyen de la méthodologie de référence mondiale (Environmental Sensitivity Index Mapping) et comment intégrer un projet de cartographie dans le plan d'urgence national. Il a rappelé qu'un atelier régional pour le développement et l'harmonisation de cartes des sensibilités côtières aux déversements s'est tenu dans la région WACAF, au Ghana en 2007, des directives régionales GI WACAF ont été élaborées suite à cet atelier. Il a rappelé que les cartes ESI existantes dans la région ont été numérisées et téléchargées sur le site Web du projet GI WACAF. Plusieurs ateliers nationaux sur les cartes ESI et d'identification des sites sensibles ont également été organisés dans la région entre 2008 et 2009. M. Page-Jones a conclu sa présentation en expliquant les enjeux et difficultés concernant la cartographie des sensibilités les plus communément rencontrées par les pays de la région.

Principes de Fonctionnement des Dispersants et Bilan des Avantages Net pour l'Environnement (NEBA)

Thomas S. Coolbaugh, Associé scientifique distingué, ExxonMobil

Le conférencier a présenté le concept d'Analyse des bénéfices nets pour l'environnement (NEBA) et de son application à l'analyse des différentes options d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, notamment l'utilisation ou non de dispersants chimiques. Dans les cas de déversements en haute mer, les dispersants constituent un élément clé des moyens existants d'intervention. L'usage des dispersants est donc à considérer particulièrement dans les cas de

déversements de grande ampleur éloignés de la côte. Une présentation générale des dispersants chimiques et de leur utilisation s'en est suivie.

Le Développement d'une Politique nationale d'Utilisation des Dispersants

Christophe Rousseau, Directeur Adjoint, CEDRE

L'utilisation de dispersants peut s'avérer une bonne stratégie de lutte. Toutefois, au vu de la fenêtre d'application limitée des dispersants, une politique nationale d'utilisation de dispersants doit, pour être efficace, regrouper six éléments clés : une réglementation nationale ainsi qu'un chapitre dans le plan national d'intervention ; une identification d'une Autorité opérationnelle avec assistance technique et scientifique ; une délimitation géographique d'utilisation (NEBA) ; des tests et validations des dispersants ; des stocks de dispersants et des moyens d'épandage ; du personnel bien formé.

L'analyse des plans d'urgence nationaux de lutte contre les déversements d'hydrocarbures des pays de la région WACAF peut être résumée comme suit : treize pays ont une politique autorisant l'utilisation de dispersants ; la liste des dispersants validés figure dans deux plans nationaux ; les conditions d'utilisation sont établies dans cinq plans.

Introduction aux Barrages à façon

Christophe Rousseau, Directeur Adjoint, CEDRE

Lors d'un déversement d'hydrocarbures, le confinement est généralement le premier maillon de la chaîne de récupération. En mer, les barrages déployés par les navires d'intervention pour confiner une pollution par hydrocarbures sont généralement des équipements fabriqués en usine. Sur les côtes, dans les estuaires et les rivières, les barrages « de fortune » ou « barrage à façon » peuvent être une alternative ou un complément aux barrages classiques (manufacturés). Leur champ d'utilisation est très large : limitation de l'étalement, protection des zones sensibles, confinement des hydrocarbures ou des débris, filtration des hydrocarbures. Un barrage de fortune n'est pas un barrage improvisé. Il est vivement recommandé d'identifier cette technique dans le plan d'intervention afin de promouvoir le savoir-faire local, tester les matériaux locaux (fibres végétales utilisées comme absorbants), préparer des notices de montage, préparer à l'avance les accessoires éventuellement nécessaires pour déployer ces barrages à façon. L'intégration des barrages à façon dans les plans d'intervention peut également impliquer la création de stocks et la formation des équipes locales.

Équipement de lutte contre les pollutions par les hydrocarbures : atout ou handicap ?

Andy Nicoll, Advocacy Manager, Oil Spill Response

Les signataires de la Convention OPRC sont tenus de prévoir les moyens d'accéder aux équipements de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. L'interprétation de cette obligation et sa mise en œuvre doivent toutefois être vues dans le contexte du renforcement des différents niveaux de capacités pour que l'intervention soit la plus efficace possible. Les aspects à étudier pour la mise en service des équipements anti-pollution à chaque niveau ont été présentés. L'équipement d'intervention de niveau 1 est généralement mis à disposition par l'industrie et doit être adapté au niveau de risque évalué. De même, l'équipement d'intervention de niveau 3 est généralement mis à disposition par l'industrie. Il est de nature plus générique mais doit permettre de lutter contre le pire scénario en s'appuyant sur les ressources locales et régionales. Les solutions intermédiaires de niveau 2 sont très diverses. Elles sont mises à disposition sous le contrôle du gouvernement ou dans le cadre d'une entraide avec l'industrie.

Il faut comprendre que la mise en service d'un équipement ne s'arrête pas à son acquisition. Elle implique des aspects à plus long terme (stockage, maintenance et formation continue), ces facteurs implicites expliquent l'intitulé du sous titre de cette présentation. Compter sur un équipement non entretenu ou pour lequel aucune formation n'est prévue peut finir par coûter très cher. Il faut donc tenir compte de ces facteurs dans le budget d'achat d'un équipement.

Développement d'Exercices conjoints Industrie/Gouvernement

Andy Nicoll, Advocacy Manager, Oil Spill Response

La Convention OPRC recommande que les plans nationaux soient élaborés en coopération avec les industries pétrolières et du transport maritime. Le test ultime de tout plan d'urgence réside dans son efficacité en conditions d'urgence réelles. Il est donc vital que tout programme de développement d'un plan d'urgence national inclut un programme continu d'évaluation du plan au moyen d'exercices réalistes. Un programme d'exercice doit préparer progressivement

l'organisation de lutte à une réelle efficacité dans des conditions réalistes et les plus proches des risques pour lesquels le plan d'urgence a été élaboré.

Le conférencier a formulé des conseils sur la planification et la conduite des exercices permettant d'évaluer un large éventail de plans d'urgence de lutte contre les déversements d'hydrocarbures et de former le personnel mobilisé. Il a décrit quatre catégories d'exercices sur des déversements puis recommandé une planification en quatre étapes : étude, développement, réalisation et bilan.

Il a également préconisé une coopération étroite entre les gouvernements et l'industrie pour se préparer au mieux à lutter contre les déversements. Enfin il a proposé que la planification d'urgence se fasse progressivement en y incluant la formation, les exercices et l'amélioration continue et systématique des plans.

Analyse météo-océanique et modélisation pour l'Afrique de l'ouest et du centre

Wolfgang Konkel, Scientifique en Environnement, ExxonMobil, Biomedical Sciences

Olivier Ponthieux, Conseiller en antipollution, Total

M. Wolfgang Konkel et M. Olivier Ponthieux ont présenté aux points focaux du GI WACAF un projet d'amélioration des prévisions de dérive des nappes d'hydrocarbures en mer et de renforcement des capacités de lutte contre la pollution. Ils ont fait état des difficultés que rencontrent les gouvernements et l'industrie dans la région pour établir des prévisions fiables des déplacements des nappes. Ils ont présenté un cadre pour la conduite de deux projets parallèles avec l'objectif d'affiner les prévisions dans la région. Ces deux projets sont :

Modèles de prévisions et collecte des données de bouées dérivantes : Le projet se décline en deux parties :

- le déploiement de bouées dérivantes à partir de plates-formes en mer situées en différents points de la région ;
- le développement d'un nouveau modèle, en ayant recours au prestataire de service Applied Science Associates (ASA) qui se chargerait de comparer les données de validation collectées aux mesures historiques, aux données des bouées et aux données satellite.

Collecte de données météo-océaniques en temps réel en Afrique de l'ouest et du centre : L'objectif est de recueillir et de gérer des données **météo-océaniques** historiques et en temps réel pour améliorer les prévisions météorologiques et océanographiques et, plus précisément, pour obtenir des prévisions plus fiables des modèles de déversements en Afrique de l'ouest et du centre.

Les deux animateurs ont conclu leur présentation par la nécessité d'une approche en partenariat pour la conduite d'un tel projet. Il a également été reconnu que le projet exigerait le soutien total et durable des points focaux de l'industrie et des gouvernements du GI WACAF.

Résumé du questionnaire pour l'analyse météo-océanique et modélisation pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Mardi 3 Novembre 2009

Suite à la présentation « Analyse météo-océanique et modélisation pour l'Afrique de l'ouest et du centre », un questionnaire a été distribué aux délégués en vue d'évaluer la volonté des points focaux de soutenir un projet d'analyse météo-océanique et de modélisation pour l'Afrique de l'ouest et du centre et d'estimer la quantité des données déjà disponibles dans la région (voir **Error! Reference source not found.**).

10 questionnaires ont été complétés et retournés, notamment pour 8 pays : le Cameroun, la République démocratique du Congo, la Guinée-Bissau, le Nigeria, la République du Congo, le Sénégal, la Gambie et le Togo. Les résultats de ces questionnaires sont résumés en **Error! Reference source not found.** ci-dessous :

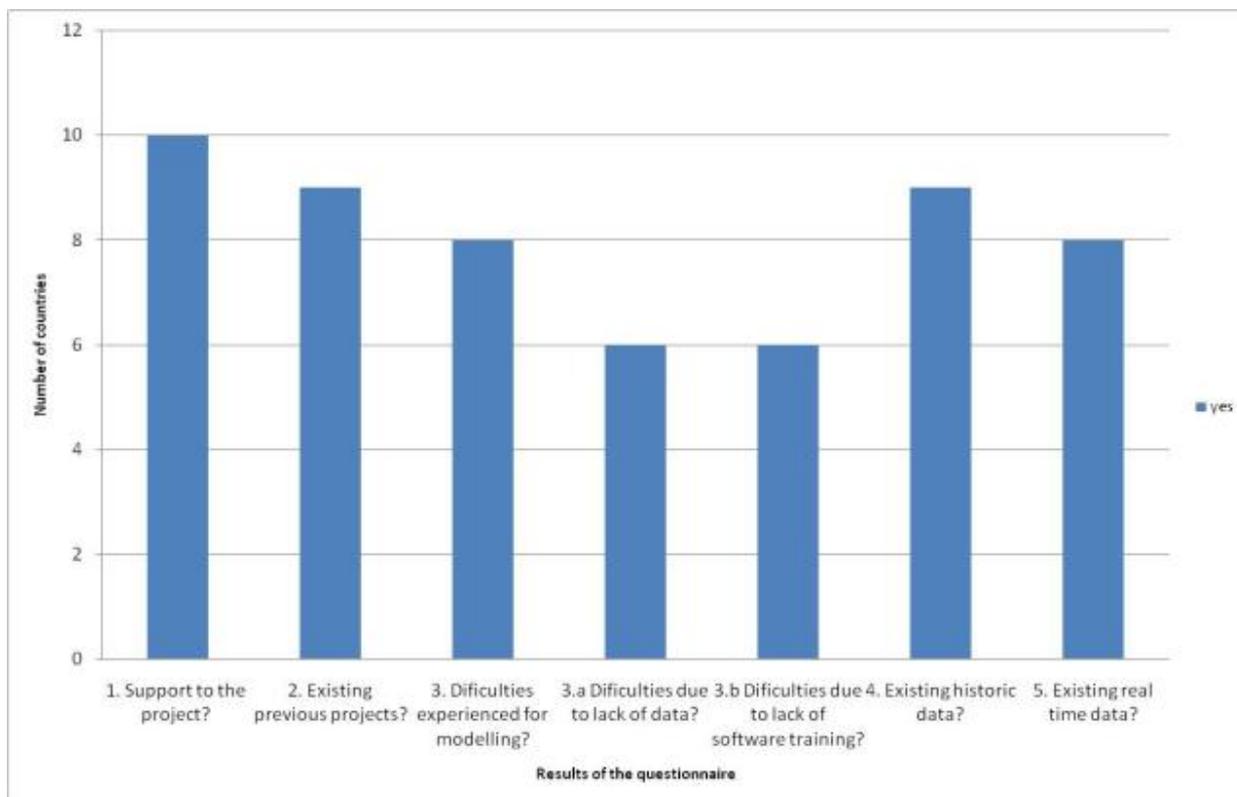


Figure 1. Résultats du questionnaire Analyse météo-océanique et modélisation pour l'Afrique de l'ouest et du centre

Tous les points focaux ayant répondu au questionnaire se disent volontaires pour soutenir le projet. 80 % des pays avaient déjà rencontré des difficultés à exécuter des modèles fiables de prévision de dérive des nappes par le passé, ce qui motive la nécessité d'améliorer l'analyse météo-océanique et la modélisation pour l'Afrique de l'ouest et du centre. Les deux principales difficultés citées sont : 1) l'insuffisance ou le manque de données disponibles et 2) le manque de sensibilisation et de formation aux logiciels spécifiques de modélisation.

De précédents projets avaient pourtant été menés sur des données météo-océaniques dans la majorité des pays et sur des données au sein des pays. Les réponses aux questions 4 et 5 montrent qu'il y a une forte proportion de données historiques et de données en temps réel dans les pays, mais que ces données ne sont pas toujours disponibles pour l'organisation chargée de la préparation et de la lutte contre les déversements afin qu'elle puisse effectuer des modélisations de la dérive des nappes. Par conséquent, aux fins de l'étude, il conviendrait dans un premier temps de collecter et partager les données disponibles.

Les coordonnées et informations figurent dans l'**Error! Reference source not found.** Les participants issus des gouvernements et de l'industrie ont fourni des informations sur les données d'initiatives existantes et précisé quels sont les organismes impliqués dans ce domaine.

Résumé des groupes de travail régionaux

Mercredi 3 novembre 2009

Le mercredi 3 novembre 2009, les délégués ont été répartis en quatre groupes de travail régionaux. Chaque groupe était présidé par un expert et un intervenant était désigné pour rédiger le rapport et le présenter. L'objectif de ces groupes régionaux était de débattre des questions régionales relatives à la préparation aux pollutions accidentelles par hydrocarbures dans la région et de formuler des recommandations pour renforcer le niveau de préparation dans le cadre du projet GI WACAF.

Les résultats de chaque groupe ont été résumés en session plénière et les points principaux sont énumérés ci-dessous.

Les conclusions de chaque groupe ont été collectées et regroupées pour étayer les recommandations finales de l'atelier régional et conférence GI WACAF 2009 (voir page 29).

Groupe WA : Comment renforcer les systèmes nationaux de lutte et les activités de coopération technique ?

Lindsay Pages Jones, Consultant GI WACAF pour le groupe francophone

Thomas Coolbaugh, ExxonMobil et Philippe de Susanne, Chef de Projet GI WACAF pour le groupe anglophone

Le groupe a débattu d'un grand nombre de sujets liés aux systèmes nationaux de lutte. Les discussions ont été rapportées par M. Emiy Ikuru, de Pecten Cameroun, pour le groupe anglophone et par M. Martin Dibi, Ministère de l'environnement de la Côte d'Ivoire, pour le groupe francophone.

Voici les principales conclusions :

Législation : nécessité d'une assistance pour actualiser la législation en vigueur et les plans d'urgence nationaux de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Formation : nécessité d'une assistance pour renforcer les capacités. Au gouvernement d'identifier les besoins.

Dispersants : nécessité de soutenir les gouvernements pour qu'ils développent et mettent en œuvre des politiques sur l'utilisation des dispersants. Il est également recommandé aux pays d'échanger leurs expériences et meilleures pratiques, y compris sur les rôles et responsabilités et la gestion des interfaces.

Planification d'urgence : communication des plans d'urgence nationaux à l'ensemble des parties prenantes, surtout des coordonnées des principaux contacts. Développement de plans d'urgence locaux.

Exercices : application du cadre des Plans d'urgence nationaux de lutte contre les déversements d'hydrocarbures aux exercices de l'industrie et adaptation aux différents niveaux d'intervention et vice-versa. Exercices/tests de mise à l'épreuve des plans locaux et actualisation au besoin.

Coopération : promotion d'accords d'entraide auprès des exploitants d'un pays ou d'une région.

Groupe C : Comment renforcer l'efficacité de la lutte et les capacités opérationnelles au niveau national ?

Andy Nicoll, Oil Spill Response

Olivier Ponthieux, Total

M. Idriss Musa de l'Agence nationale pour la détection et la lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures (la NOSDRA) au Nigéria a présenté les résultats du groupe C. En voici les principales conclusions :

Planification d'urgence nationale :

- Distribution aux parties prenantes du plan national suite aux mises à jour.
- Sensibilisation des gouvernements pour qu'ils accordent une priorité élevée au plan national et prévoient un financement approprié.

Procédures d'urgence des Douanes et de l'Immigration

- Coordonnées de l'équipe de coordination/du centre d'intervention d'urgence des pays voisins à faire figurer dans le plan national. Les contacts doivent être informés des conditions préalables aux autorisations des Douanes et de l'Immigration.
- Les conditions d'autorisation des Douanes et de l'Immigration doivent figurer clairement dans le plan national.
- Le centre de coordination d'intervention doit être reconnu par le plus haut niveau administratif de chaque État, puis par tous les organismes publics.

Utilisation des dispersants :

- Il convient de délimiter clairement sur des cartes de sensibilité les zones où l'utilisation de dispersants doit être interdite.

Exercices menés conjointement par l'industrie et les États

- Le plan national doit préciser la fréquence des exercices menés conjointement par l'industrie et les États.
- La fréquence recommandée est au moins annuelle ; bonne répétition pour le niveau 3.

Protection et nettoyage des côtes

- Demande d'assistance technique à la protection et au nettoyage des côtes par le biais de sessions de formation – cours OMI de niveau 1 et exercices de niveaux 1 et 2.

Soutien de la part du Projet GI WACAF

- Le Projet GI WACAF devrait proposer un modèle de plan national d'urgence à faire adopter par les pays
- Le GI WACAF devrait continuer d'aider les pays n'ayant pas de politique d'utilisation des dispersants, au travers d'ateliers et de directives à suivre.
- Le GI WACAF devrait continuer d'aider les pays à développer le plan national.
- Un atelier devrait être organisé par le Projet GI WACAF pour les hauts fonctionnaires des gouvernements chargés de ratifier les Conventions, de sorte qu'ils comprennent bien toute l'importance d'une organisation appropriée et le soutien qui leur est demandé.

Groupe A : Comment poursuivre le développement de la coopération régionale ?

Jean-Francois Levy, Consultant OMI

Les délégués participant ont axé leur discussion sur la nécessité de finaliser le plan d'urgence régional. Une première proposition a été développée à Accra, en avril 2007, et sera validée lors de la réunion des parties contractantes à la Convention d'Abidjan en avril 2010. Les délégués ont dressé une liste de recommandations pour intensifier les efforts de coopération régionale. Les recommandations de ce groupe figurent directement dans les recommandations finales de l'atelier au chapitre "Coopération" page 30.

Groupe F : Comment améliorer l'efficacité du projet GI WACAF ?

Christophe Rousseau, le CEDRE

M. Antoine Njiang du Ministère de la Forêt et de la Faune (MINEF) du Cameroun a rapporté les résultats du groupe F. En voici les principales conclusions :

Systèmes d'alerte et de notification : renforcement des systèmes d'alerte entre le gouvernement et l'industrie aux niveaux national et régional, avec un système d'astreinte disponible 24h/24.

Planification d'urgence : intégration des plans du secteur privé (industrie pétrolière, maritime) dans le NOSCP et y faire figurer les experts et officiers de liaison (organisation nationale et industrie pétrolière).

Communication : utilisation du site Web GI WACAF pour améliorer la communication entre les gouvernements et l'industrie, y compris la liste des contacts d'urgence (et système d'astreinte disponible 24h/24) et les coordonnées des

personnes ressources. Il a toutefois été noté que certains points focaux nationaux du GI WACAF ne disposent pas d'un accès permanent à Internet.

Exercices : développement d'un programme d'exercices, y compris d'alerte et de notification (avec système d'astreinte disponible 24h/24), d'exercices papier, de déploiements de petite envergure et d'exercices à plus grande échelle. Les délégués ont noté qu'il convient de prévoir à l'avance le budget nécessaire aux exercices.

Questions techniques à développer : développement d'une liste des dispersants validés au niveau régional via l'élaboration d'une politique régionale d'utilisation des dispersants.

Résumé des groupes de travail nationaux, Mercredi 3 Novembre 2009

Dans l'après-midi du mercredi 3 novembre 2009, le questionnaire « Plan d'action national » a été distribué aux délégués regroupés par pays. Ce questionnaire Plan d'action national proposait aux délégués de réfléchir en trois étapes :

Étape 1 : il a été demandé aux délégués d'actualiser le profil de leur pays. Le profil de chaque pays avait été imprimé au préalable et distribué à chaque délégation. Ces profils peuvent être téléchargés du site Web GI WACAF. Les informations de base et les coordonnées des personnes chargées de la préparation et de la lutte dans chaque pays y figurent.

Étape 2 : il a été demandé aux délégués d'établir leurs priorités et de revoir leur niveau de préparation d'après la « Grille de préparation ». Cette grille récapitule 70 éléments représentant les principales étapes relatives à la coopération, la préparation et la lutte contre les pollutions accidentelles par hydrocarbures, comme le stipulent la Convention OPRC 90 et d'autres directives internationales. Les délégués peuvent évaluer leur niveau de préparation élément par élément et attribuer un haut degré de priorité à ceux pour lesquels ils ne sont pas préparés. Une approche similaire avait été adoptée au Gabon en avril 2006 et en République du Congo en décembre 2007. La Grille de préparation est revue et améliorée pour chaque exercice biennal. La Grille d'origine comportait déjà 50 éléments ; la nouvelle version développée en novembre 2009 en comporte 70. Ces éléments supplémentaires reflètent mieux les aspects opérationnels de la préparation. L'efficacité du projet durant l'exercice biennal 2010-2011 sera évaluée par comparaison avec cette Grille de préparation.

Les éléments de préparation sont regroupés en 6 catégories :

1. Législation
2. Plan d'urgence national de lutte contre les pollutions accidentelles par hydrocarbures
3. Désignation des autorités responsables
4. Accord transfrontalier et d'assistance mutuelle
5. Formations et exercices mis en œuvre par le pays
6. Moyens nationaux

Étape 3 : À l'issue des étapes qui précèdent et munie de sa liste de priorités, chaque délégation a identifié un plan d'action et évalué le soutien dont elle aura besoin pour mener à bien les actions requises.

Résultats des groupes de travail nationaux

Les profils de leur pays de chaque pays participants ont été mis à jours par les point focaux et intégrés au site Web GI WACAF (voir www.giwacaf.org).

Les statuts et objectifs des grilles de préparation ont été regroupés en une seule et même table présentée **Error! Reference source not found.** Les résultats sont illustrés par le graphique ci- après:

- Le niveau de préparation tel qu'évalué au moyen de la nouvelle grille est présenté en bleu ;
- Les activités en cours sont indiquées en rouge ;
- Les actions prioritaires considérées comme des objectifs pour l'exercice biennal 2010 -2011 sont présentées en vert.

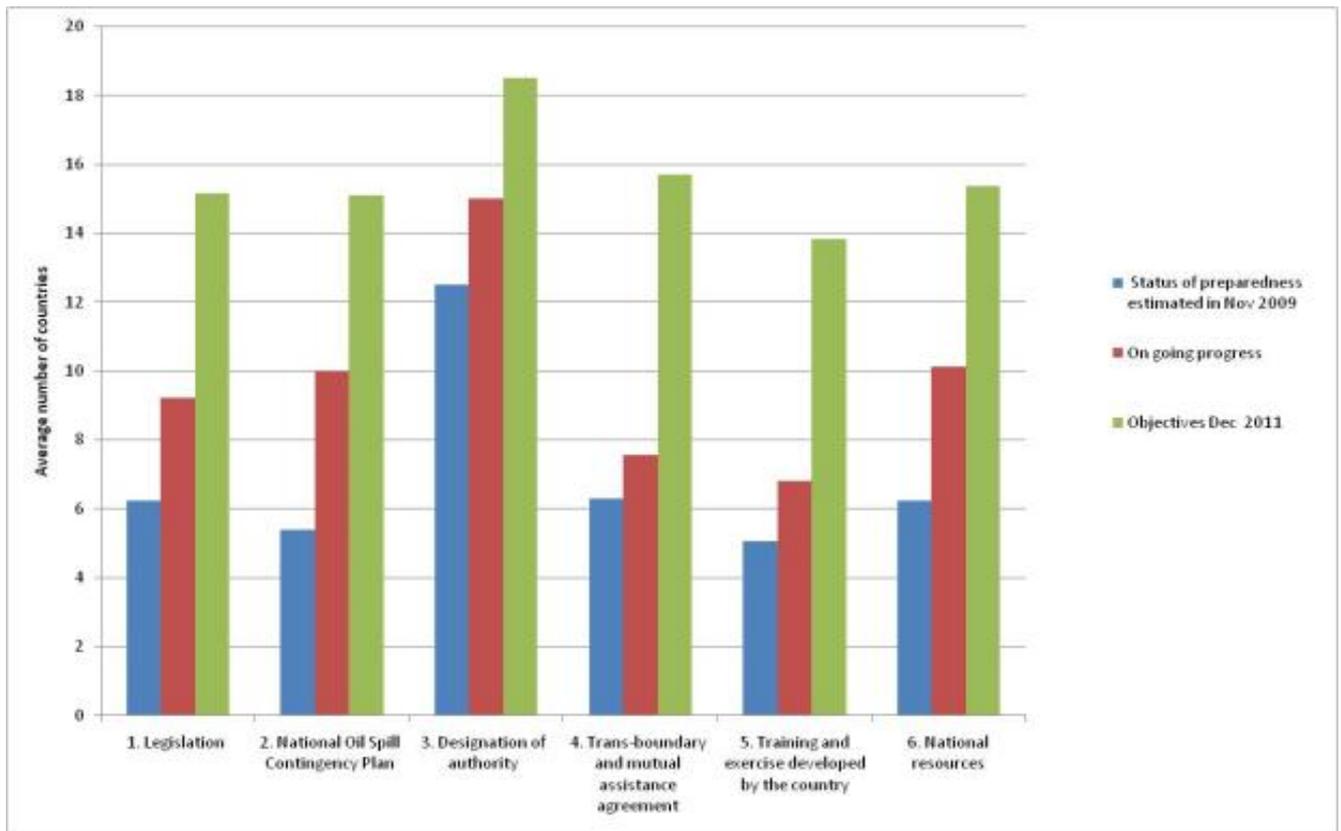


Figure 2. Résultats issus de la Grille de préparation, y compris statut réel et objectifs pour l'exercice biennal

Principaux éléments prioritaires

Quand au moins six pays de la région partageaient les mêmes priorités, celles-ci sont détaillées dans le tableau ci-après. La liste donne un aperçu des priorités établies pour le prochain exercice biennal, notamment :

- Dans la catégorie Législation, les pays de la région accordent une priorité élevée à la validation de la politique nationale sur l'utilisation de dispersants et de la politique nationale pour la gestion des résidus d'hydrocarbures. La ratification et la mise en œuvre des Conventions Bunker/Soutes 2001 et HNS 96 obtiennent un score élevé puisque aucun des pays n'a ratifié ces conventions pour encore.
- Dans la catégorie Plan d'urgence national de lutte contre les pollutions accidentelles par hydrocarbures, les aspects opérationnels sont considérés comme des priorités.
- Accord transfrontalier et d'assistance mutuelle : les priorités concernent les mécanismes d'accès et de mobilisation d'une assistance (sous-) régionale externe.
- Formations et exercices mis en œuvre par le pays : tous les aspects sont jugés prioritaires
- Moyens nationaux : les pays les plus avancés en termes de préparation et de lutte considèrent comme prioritaire l'accessibilité aux équipements, soit en les acquérant, soit en signant des accords d'assistance mutuelle.

Élément de préparation	Détail	Priorités pour décembre 2011 (en nombre de pays)
1. Législation	Ratification de la Convention OPRC 90	6
	Ratification du Protocole OPRC-HNS 2000	9
	Mise en œuvre de la Convention CLC 92	8
	Mise en œuvre de la Convention Bunker/Soutes 2001	10
	Mise en œuvre de la Convention HNS 96	11
	Validation de la politique nationale sur l'utilisation de dispersants	10
	Validation de la politique nationale de gestion des résidus	8
2. Plan d'urgence national de lutte contre les pollutions accidentelles par hydrocarbures	Développement du Plan d'urgence national de lutte contre les déversements d'hydrocarbures	6
	Système de notification et d'alerte	6
	Système de communication dédié à la gestion de crise	6
	Politique nationale de gestion des résidus	7
	Cartes des sensibilités côtières aux risques de déversements et identification des sites les plus sensibles	6
	Modélisation de trajectoire	7
4. Accord transfrontalier et d'assistance mutuelle	Accord régional	8
	Accord sous-régional	9
	Accords bilatéraux	9
	Mise en place et test des mécanismes d'accès et de mobilisation d'une assistance (sous-) régionale externe	10
	Mécanismes d'accès et de mobilisation d'une assistance internationale externe (mise en place et test)	10
	Mécanismes de gestion de l'assistance en place. <ul style="list-style-type: none"> - Procédures des Douanes et de l'Immigration - Soutien logistique pour le stockage, le transport et le déploiement de l'assistance 	7
5. Formations et exercices mis en œuvre par le pays	Politique de gestion et soutien de la mise en œuvre du plan d'urgence national	7
	Politique de remise en vigueur des capacités d'intervention nationales en place	9
	Politique de formation des ressources nationales en place. Programme annuel de formation de tout le personnel mobilisé à tous les niveaux	6
	Cours de formation OPRC, niveaux 1, 2, 3	7
	Cours de formation des formateurs	9
	Autres séminaires et ateliers développés par le pays	7
	Programme d'exercices national, y compris exploitants locaux et industrie pétrolière	7
	Exercice de gestion de crise (exercice papier)	8
	Exercice de notification	9
	Exercice de mobilisation	7
	Exercice de déploiement pour le gouvernement	7
	Exercice de déploiement pour l'industrie	6
6. Moyens	Acquisition d'équipement de lutte contre les déversements	7

nationaux	Inventaires des équipements	7
	PC intervention (communications, salles de réunion)	7
	Centre de formation (documentation, centre de ressources pour la préparation et la lutte contre les déversements)	6

Figure 3. Liste des plus grandes priorités identifiées par les pays

Résumé des présentations : Atelier sur les Demandes d'Indemnisation Jeudi 4 novembre 2009

L'atelier sur les demandes et systèmes d'indemnisation organisé le 4 novembre 2009 a rappelé l'importance de ratifier et mettre en œuvre les Conventions internationales d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures ; à savoir les conventions sur la responsabilité civile de 1992 et FIPOL 1992. La session a permis de faire le point sur ces conventions et celle du Fonds complémentaire de 2005, surtout quant aux niveaux d'indemnisation prévus pour les États membres et les liens entre ces deux Conventions. Les délégués se sont vu expliquer les types de dommages couverts par ces Conventions et le concept de réponse raisonnable.

L'indemnisation des dommages causés par la pollution provenant de déversements de pétroliers est gérée selon un régime international élaboré sous la direction de l'Organisation maritime internationale. Le cadre de ce régime était initialement la Convention internationale d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de 1969 (la Convention sur la responsabilité civile de 1969) et la Convention internationale d'établissement d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution aux hydrocarbures de 1971 (la Convention FIPOL 1971). Ce premier régime a été amendé en 1992 par deux Protocoles, donnant les Conventions sur la responsabilité civile de 1992 et FIPOL 1992. Ces deux Conventions de 1992 sont en vigueur depuis le 30 mai 1996.

La Convention sur la responsabilité civile de 1992 encadre la responsabilité des propriétaires de navires quant aux dommages causés par la pollution par hydrocarbures. La Convention pose le principe de stricte responsabilité des propriétaires de navires et crée un système d'assurance responsabilité obligatoire.

La Convention FIPOL 1992, complémentaire de la Convention sur la responsabilité civile de 1992, établit un régime d'indemnisation des victimes quand l'indemnisation prévue par la Convention sur la responsabilité civile applicable est insuffisante.

Le FIPOL 1992 est une organisation intergouvernementale internationale chargée d'administrer le régime d'indemnisation créé par la Convention FIPOL 1992. Un État qui devient partie à la Convention FIPOL 1992 devient membre du FIPOL 1992. L'organisation siège à Londres.

M. Jose Maura du FIPOL a proposé plusieurs présentations du régime d'indemnisation international. Une discussion s'en est suivie avec l'ensemble des participants.

Résumé des présentations : Formation sur la Préparation et les Techniques de Lutte au Niveau de l'Industrie en Matière de Pollution par les Hydrocarbures, Jeudi 4 novembre 2009

Le jeudi 4 novembre, parallèlement à l'atelier sur les demandes et systèmes d'indemnisation, une session de formation était organisée sur la préparation et les technologies d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures. 60 personnes y ont participé en moyenne. L'objectif était de leur dispenser une formation de haut niveau sur les technologies et recherches récentes menées dans le domaine de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Les présentations suivantes ont eu lieu :

Introduction de la Formation, le Rôle des Points Focaux de l'Industrie dans l'Initiative Mondiale

Thomas S. Coolbaugh, Associé Scientifique Distingué, ExxonMobil

Cette présentation a rappelé aux participants que les déversements d'hydrocarbures (provenant des activités d'exploration et de production pétrolière, ainsi que du trafic maritime) restent potentiellement très graves du fait des risques persistants d'ordre financier, environnemental et de réputation, ainsi que des considérations politiques associées à la mise en œuvre des Conventions régissant les problèmes liés aux déversements. Les diverses activités régionales dans le cadre de l'Initiative mondiale et l'implication de l'IPIECA ont été présentées, ainsi que le rôle spécifique des points focaux de l'industrie pétrolière locale dans les pays, dans le cadre du projet GI WACAF.

Les réalités de la lutte opérationnelle en matière de pollution par les hydrocarbures

Andy Nicoll, Advocacy Manager, Oil Spill Response

Cette présentation s'appuie sur 30 ans d'expérience d'une organisation experte en nettoyage des déversements d'hydrocarbures de niveau 3. Celle-ci a observé et étudié les comportements humains fréquemment liés aux déversements. Les statistiques de déversements des 30 dernières années montrent un recul net de la fréquence des déversements par les pétroliers, recul contrebalancé par une moindre expérience en matière d'interventions de la part de l'industrie pétrolière et des préoccupations accrues quant aux déversements provenant d'autres types d'activités liées au pétrole.

Après avoir fait le point des mesures appropriées de prévention et de préparation aux déversements, la présentation a porté sur les différents aspects concrets des interventions, y compris des exemples de mauvaises décisions illustrant quelques-uns des écueils auxquels sont souvent confrontées les équipes de commandement des opérations. En résumé, la présentation conclut que les attentes du public surpassent invariablement les résultats que permet d'obtenir la technologie disponible et que les interventions sur les déversements consistent autant à gérer les attentes des parties prenantes qu'à récupérer ou nettoyer les hydrocarbures déversés.

Avancées dans les techniques de dispersants

Thomas S. Coolbaugh, Associé Scientifique Distingué, ExxonMobil

La présentation a porté sur les efforts déployés récemment pour développer un nouveau dispersant bien plus performant. Les considérations de départ sont celles du traitement des pétroles lourds, des températures basses et de la volonté d'un meilleur rapport dispersant-hydrocarbures lors des interventions. Ce dernier aspect permettrait d'augmenter la capacité des aéronefs de sorte qu'ils traitent des nappes plus vastes avec le même volume de dispersant à bord. Les résultats de tests en bassin seront communiqués. La discussion a permis de faire le point des avancées en matière de recherche et développement dans le domaine des dispersants.

Modélisation des trajectoires des Pollutions par Hydrocarbures

Wolfgang Konkel, Scientifique en Environnement, ExxonMobil Biomedical Sciences

Cette présentation a expliqué l'intérêt de la modélisation des déversements d'hydrocarbures, autrement dit la capacité à prévoir les effets sur l'environnement des hydrocarbures et des hydrocarbures dispersés, de manière à prévoir les possibles conséquences environnementales et de sécurité des déversements accidentels, à évaluer les différentes options de lutte et leur chance de réussite, de façon à retenir la technique la mieux adaptée dans les meilleurs délais suivant l'incident. Plusieurs exemples de modèles de déversements ont été évoqués, ainsi que leur intérêt pour la gestion des interventions. Toutefois, une expertise certaine en matière de modélisation et le soutien d'aéronefs sont requis

Nouvelles technologies de télédétection et application à la préparation à la lutte en matière de pollutions par les hydrocarbures

Jérôme Xavier, Consultant GI WACAF

Dans le contexte technologique actuel où le nombre de capteurs satellite ne cesse de croître, l'analyse spatiale au moyen d'images satellite permet d'apporter des informations de plus en plus diverses et précises. Utilisée à bon escient, la télédétection est un outil efficace dans la préparation et la lutte contre les pollutions par hydrocarbures.

La présentation explique les principaux concepts, les tendances pour le futur et les challenges pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Des exemples, méthodologies et retour d'expériences acquis lors d'études opérationnelles sur des projets similaires, sont accompagnés de réflexions et d'interrogations sur la manière d'utiliser ces sources de données.

Développement des cartes de vulnérabilité environnementales et des stratégies de lutte

Lindsay Pages Jones, Consultant GI WACAF

L'industrie pétrolière de chaque pays devrait développer des cartes de sensibilité aux déversements, au moins des zones exposées à des risques en provenance de leurs installations (côtières et en mer). Les cartes devraient être établies d'après les besoins des utilisateurs (gestion de crise et personnel d'intervention) et être intégrées dans le plan d'urgence de la compagnie pétrolière. Des études de cas de développement de cartes de sensibilité pour l'industrie ont été présentées. Il est recommandé d'utiliser une technologie de cartographie simple et interopérable. Pour une question de coût, les pays ont intérêt à étudier la possibilité du développement conjoint de cartes par le gouvernement et l'industrie pétrolière.

Détection des pollutions par hydrocarbures utilisant les techniques de détection à distance

Thomas S. Coolbaugh, Associé Scientifique Distingué, ExxonMobil

On déplore toujours, à travers le monde, des déversements aux multiples causes qui se produisent dans des zones difficiles. Si la presse rapporte ces catastrophes quasiment en temps réel, on ne connaît pas toujours le lieu, la quantité et la trajectoire des nappes. Pour que la lutte soit la plus efficace possible, ces informations doivent être connues. Mais ce n'est pas toujours aussi simple, car l'observation du déplacement des hydrocarbures à la surface de l'eau peut être rendue difficile par un certain nombre de facteurs : obscurité, brouillard, mer démontée, épaisseur de la nappe.

Plusieurs technologies existantes et en cours de développement, utiles pour la détection et télédétection des déversements en mer, ont été présentées. Des cas de déversements récents illustrent les facteurs qu'il convient de considérer avant de décider de la légitimité ou des conditions d'application d'une technologie en particulier.

Résumé de la cérémonie de clôture, Jeudi 4 novembre 2009

Allocution de clôture IPIECA

Thomas Coolbaugh, IPIECA

M. Thomas Coolbaugh, en qualité de président du Projet GI WACAF, a remercié les délégués des pays et les représentants de l'industrie pétrolière pour leur bon travail, puis tous les participants pour leur contribution à la réussite de l'atelier et le gouvernement du Cameroun et la SNH pour leur accueil. Il a réitéré le soutien durable de l'industrie pétrolière au Projet GI WACAF.

Allocution de clôture OMI

Stefan Micallef, OMI

M. Stefan Micallef, de l'OMI, a remercié tous les participants, les experts et le personnel pour la réussite de l'atelier ainsi que le gouvernement du Cameroun et la SNH pour leur accueil. Il a rappelé les questions complexes et cruciales qui sont en jeu dans le cadre du Projet GI WACAF, souligné les efforts spécifiques de l'OMI en faveur de la mise en œuvre des Conventions internationales, comme OPRC 90 et OPRC-HNS 2000, ainsi que les efforts de l'OMI en partenariat avec l'industrie pétrolière (et surtout l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement, IPIECA) pour la coopération public/privé en faveur de l'efficacité d'intervention sur les déversements d'hydrocarbures.

Allocution de clôture SNH

Augustine Ndum

M. Augustine Ndum, secrétaire permanent du Comité de Pilotage et de Suivi des Pipelines au sein de la SNH et point focal national pour le projet GIWACAF, a officiellement clos l'Atelier Régional et Conférence GI WACAF 2009.

Recommandations de l'atelier Régional et Conférence GI WACAF 2009

Les questions et commentaires ayant suivi les différentes présentations ainsi que les travaux en groupes et les échanges tout au long de l'atelier entre les délégués des pays et de l'industrie pétrolière, ont permis de dégager les recommandations ci-après en vue de renforcer les capacités de lutte en matière de pollution par les hydrocarbures des pays de la région dans le cadre du projet GI WACAF pour 2010-2011.

Législation

1. Ratifier et mettre en œuvre, dans la législation nationale, la Convention Internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures ainsi que les autres conventions relatives à la préparation (Convention Intervention) et à l'indemnisation en matière de pollution par les hydrocarbures (CLC 92 et Fonds de 92) ;
2. Engager les autorités à un haut niveau dans le suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre des instruments juridiques, ainsi que du Plan national de lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures ;
3. Développer et/ou mettre à jour le cadre réglementaire des plans nationaux;

Planification nationale

4. Développer une politique de mise à jour et de diffusion des Plan Nationaux auprès des acteurs publics et privés, incluant :
 - 4.1. la liste nationale actualisée des points de contacts des acteurs publics et privés et des numéros de téléphones d'urgence ;
 - 4.2. la liste des points de contacts des services chargés de la lutte contre la pollution marine au niveau de la région Afrique et au plan international ;
 - 4.3. l'inventaire des équipements des secteurs publics et privés et la tenue à jour de cet inventaire ;
 - 4.4. les procédures d'urgence des services des Douanes et d'Immigration pour faciliter l'entrée et la sortie des ressources au cours d'un incident (à diffuser à tous les acteurs) ;
 - 4.5. les procédures pour le retour d'expérience et l'amélioration continue du Plan de lutte;
5. Développer et intégrer les plans locaux (provinciaux, portuaires) et ceux du secteur privé dans le Plan National ;
6. Mettre en œuvre des procédures d'alerte et de notification (incluant les obligations respectives des secteurs publics et privés, en référence à la Convention OPRC 90) en garantissant, au niveau national une astreinte continue et une suppléance Ad Hoc ;
7. Mobiliser les bailleurs de fonds à l'échelle régionale pour le renforcement des capacités de Préparation et de lutte.

Information, communication, formation et exercices

8. Faciliter le partage d'informations entre les acteurs publics et privés, en s'appuyant, entre autres, sur le site Internet du projet GI WACAF, concernant :
 - 8.1. les structures et modes de fonctionnement des organisations nationales en charge de la lutte,
 - 8.2. les retours d'expérience et des savoir-faire acquis lors d'exercices ou incidents,
 - 8.3. les documents légaux et techniques développés par les pays, etc.... ;
9. Assurer l'engagement sur le long terme des points focaux et encourager la nomination, en tant que de besoin, de points focaux de rang élevé ;

10. Organiser des formations générales et spécifiques (exemple : gestion de crise, emploi des dispersants, technique de protection et de lutte) ;
11. Organiser des exercices conjoints gouvernement/ industrie, au niveau national, bilatéral et sous-régional, avec la présence croisée d'observateurs (publics et privés);

Aspects techniques et opérationnels

12. Promouvoir des actions communes et des échanges entre l'industrie pétrolière et l'Autorité Nationale dans le cadre de la lutte contre les pollutions par les hydrocarbures (présence croisée d'experts et d'officiers de liaison dans les cellules de crise de l'Autorité nationale et de l'industrie) ;
13. Promouvoir le développement d'accords d'assistance mutuelle entre les opérateurs pétroliers;
14. Développer des projets techniques spécifiques conjoints entre les gouvernements et l'industrie : cartes de vulnérabilité environnemental, analyse et modélisation météo-océanique pour l'Afrique de l'ouest et du centre;
15. Développer des outils techniques liés à l'intervention: santé et sécurité lors des interventions, utilisation des dispersants, récupération des hydrocarbures en mer, protection et nettoyage du littoral, stockage, transport et élimination des déchets d'hydrocarbures;

Coopération régionale

16. Encourager l'adoption de la mise à jour du Protocole d'Urgence à la Convention d'Abidjan au cours de la prochaine réunion des Parties Contractantes en avril 2010;
17. Mettre en œuvre, sans attente, le Protocol d'Urgence à la Convention d'Abidjan révisé et le Plan d'Urgence Régional avec l'assistance de l'OMI et du projet GI WACAF ;
18. Soutenir les pays de la région dans le développement d'une politique d'utilisation des dispersants au niveau national et dans l'harmonisation desdits documents au niveau régional ;
19. Créer un centre régional s'intéressant à la préparation et la lutte et qui soit approprié aux besoins et ressources disponibles;
20. Harmoniser les actions dans les administrations des douanes et de l'immigration pour faciliter les mouvements d'un pays à un autre afin d'empêcher tout retard en cas de catastrophe ;
21. Coopérer avec le projet GIWACAF en vue de:
 - 21.1. Aider les pays signataires du Protocole d'Urgence pour l'application des dispositions du Plan d'Urgence Régional dès son approbation ;
 - 21.2. Familiariser chaque pays avec le plan d'urgence régional; et
 - 21.3. Aider les pays à mettre en œuvre les divers textes (convention d'Abidjan et protocoles, Conventions de l'OMI);
22. Inviter le projet GI WACAF à envoyer des observateurs aux réunions des Parties Contractantes à la Convention d'Abidjan ;
23. Mettre en œuvre les dispositifs d'indemnisation (en rappelant que le système pour les navires est international alors que les obligations des plates-formes en mer relèvent de la législation nationale du pays qui les autorise) ;
24. Mettre en place un dispositif d'information sur les produits (notamment les dispersants ...), les équipements, les stocks nationaux et régionaux, qu'il s'agisse des moyens appartenant aux États ou de ceux appartenant à l'industrie;

Soutien des organisations internationales

25. Fournir une assistance juridique pour assurer la mise en cohérence du cadre législatif et réglementaire national avec les Conventions internationales;
26. Développer des guides pour l'évaluation et l'amélioration des systèmes nationaux de préparation et d'intervention; et
27. Demander à l'OMI et à l'PIECA, dans le cadre du projet GI WACAF, de développer, dans la limite des ressources disponibles, les activités pertinentes, pour la mise en œuvre des recommandations du présent Atelier et Conférence GI WACAF.

Conclusion

L'Atelier Régional et Conférence GI WACAF 2009 aura été une réussite. Les formulaires d'évaluation démontrent que le niveau de satisfaction est élevé, tous aspects confondus (voir Figure 4 ci-dessous). Ceci s'explique par le soutien et l'implication exceptionnels de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH). Le haut niveau d'expertise technique de l'événement doit également beaucoup aux experts de l'OMI, de l'Oil Spill Response et du FIPOL. Enfin, les contributions des sponsors locaux, COTCO (ExxonMobil), TOTAL Cameroun, Pecten (Shell) et Perenco, notamment aux conditions d'accueil, ont été hautement appréciées.

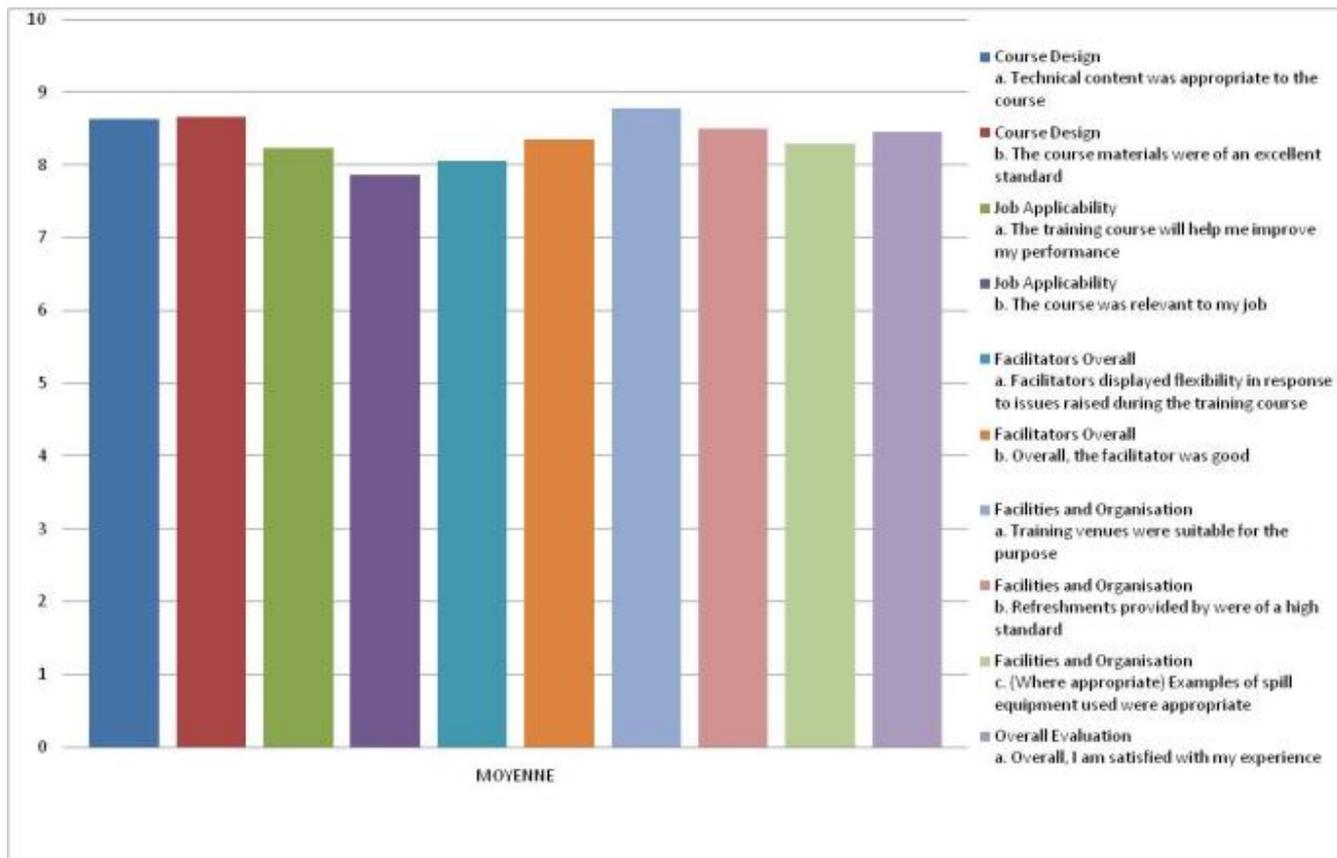


Figure 4. Résultats du formulaire d'évaluation (voir formulaire 0)

Globalement, les objectifs fixés ont été remplis et les résultats escomptés obtenus.

Les formations à la mise en œuvre de la Convention OPRC 90, aux procédures de réclamation et d'indemnisation et aux technologies d'intervention sur les déversements ont permis de rehausser le niveau d'expertise des points focaux du GI WACAF et d'apporter des éléments techniques clés pour renforcer les capacités de lutte dans la région.

Les groupes de travail régionaux ont donné lieu à des débats et échanges productifs entre les pays qui se sont traduits par la formulation de recommandations pour l'exercice biennal 2010/2011.

Les groupes de travail nationaux ont permis à chaque délégation de travailler indépendamment pour obtenir les résultats suivants :

1. Les profils des pays ont été actualisés et mis à disposition sur le site Web GI WACAF (www.giwacaf.org)

2. Les grilles de préparation ont été actualisées et ont permis d'établir les objectifs et d'identifier les priorités pour l'exercice biennal 2010-2011. Les informations à jour serviront de référence pour suivre les avancées dans la région.
3. Les plans d'action nationaux ont permis de dresser une liste des actions prioritaires, avec des échéances et la désignation des organisations responsables. Ils ont été intégrés au niveau régional et ont permis l'élaboration du Plan d'action GI WACAF 2010/2011.

Pour conclure, l'Atelier Régional et Conférence GI WACAF 2009 aura permis de poser d'excellentes bases pour le renforcement des capacités de lutte contre les pollutions accidentelles par hydrocarbures en Afrique de l'ouest et du centre.

Toutes les questions précédant le lancement de l'exercice biennal 2010/2011 ont été réglées, comme prévu par le système de gestion biennal du projet GI WACAF.

Les plans d'action développés fixent des objectifs ambitieux qui nécessiteront un engagement total des points focaux du GI WACAF, représentants des gouvernements et de l'industrie pétrolière. Aux points focaux, à présent, de collaborer le plus étroitement possible, aux niveaux national et régional, en vue de renforcer les capacités de lutte contre les pollutions accidentelles par hydrocarbures.

Annexe 1. Programme Atelier Régional et
Conférence GI WACAF 2009



Initiative Mondiale pour l'Afrique de L'Ouest et du Centre (GI WACAF)
**Atelier Régional et Conférence GI WACAF
2009**

Hôtel Hilton Yaoundé, Cameroun
2-5 novembre 2009

“Lutte Antipollution : de la Planification à la Pratique”

And

Regional Meeting of the National Legal and Technical Experts on the
Emergency Protocol to the Abidjan Convention



Abrité par la “Société Nationale des Hydrocarbures ” du Cameroun



S N H

Le Projet GI WACAF est un partenariat OMI IPIECA

www.giwacaf.org



Contact OMI

Malamine Thiam

Responsable Coordination de la Coopération technique et des Grand Projets
Division du Milieu Marin
Organisation Maritime Internationale
4 Albert Embankment SE1 7SR London
United Kingdom
Tel: +44 207 587 3188
Fax: +44 798 883 7369
Email: mthiam@imo.org

Compagnies membres d'IPIECA finançant le Projet GI-WACAF



Président

William Lerch,
Manager, Oil Spill Response
ExxonMobil Refining & Supply Company

Contacts IPIECA

Philippe de Susanne, Project Manager

International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA)
5th Floor, 209-215 Blackfriars Road London SE1 8NL
Tel: + 44 23 8033 1551
Fax: + 44 20 8033 1972
Email: philippe.de.susanne@ipieca.org

Yvette Osikilo, Oil Spill Working Group Project Manager

International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA)
5th Floor, 209-215 Blackfriars Road London SE1 8NL
Tel: +44 (0) 20 7633 2375
Fax: +44 (0) 20 7633 2389
Email: yvette.osikilo@ipieca.org

Discours de bienvenue



Stefan Micallef
Directeur Adjoint
Division du Milieu Marin
Organisation Maritime Internationale (OMI)

William Lerch
Président du Projet GI WACAF



Au nom de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et de l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA), nous sommes heureux de vous souhaiter la bienvenue à ce troisième événement biennal organisé dans le cadre du projet Initiative Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GI WACAF).

Abrité par la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) à Yaoundé au Cameroun, cet atelier régional et conférence a pour thème « Lutte Antipollution: de la Planification à la Pratique ».

Suite aux premières années du projet, la plupart des pays de la région ont développé des Plans Nationaux d'Intervention d'Urgence (PNIU) et ont renforcé leurs capacités de lutte face à un déversement accidentel d'hydrocarbure. Cependant afin d'être entièrement effectifs, ces plans doivent être régulièrement testés et exercés. Cet atelier et conférence permettra des échanges et des discussions afin d'adresser les défis futurs dans le domaine de la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Nous voudrions remercier les Points Focaux du projet GI WACAF pour leur participation et vous souhaiter à tous un événement des plus réussis possibles.

Objectifs de l'Atelier et Conférence

4. Revoir les progrès accomplis depuis 2006 et échanger les expériences
5. Identifier les objectifs et développer des plans d'action au niveau national et régional en vue de renforcer les capacités de lutte en matière de pollution par les hydrocarbures pour le prochain biennium.
6. Formation sur la mise en œuvre des conventions OPRC 90, CLC 92 and FUND 92.

Le Projet GI WACAF

L'Initiative Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA) pour Renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbure. Une des caractéristiques innovantes est de promouvoir le développement de partenariat public/privé pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbure faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

L'objectif est de renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions par les hydrocarbures dans vingt deux pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national.

Le projet est conjointement financé par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et par huit Compagnies Pétrolières membres du projet (BP, Chevron, ENI, ExxonMobil, Marathon, PERENCO, Shell et Total) par l'intermédiaire de l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA).

Le projet concerne vingt deux pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices de déploiement avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

Lundi 2 novembre 2009

Cérémonie d'Ouverture

Salon Bouma C et B unifié

08h00	Enregistrement
10h00	Cérémonie d'Ouverture de l'Atelier Régional et Conférence GI WACAF 2009 Mot de Monsieur William Lerch , Thomas Coolbaugh, représentant du président du Projet GI WACAF Mot de Monsieur Stefan Micallef , Directeur Adjoint, Division du Milieu Marin, Organisation Maritime Internationale (OMI) Allocution d'ouverture de l'Atelier par Monsieur le Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature <u>Personnalités présentes :</u> Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre des Transports Monsieur l'Administrateur Directeur Général de la Société Nationale des Hydrocarbures
11h00	Cocktail de bienvenue offert par : 
11h30	Revue Générale des Activités du Projet GI WACAF et Résultats Obtenus au Cours du Biennium 2008-2009 Philippe de Susanne, Chef de Projet, IMO/IPIECA GIWACAF
12h00	Introduction sur les Objectifs de l'Atelier et Conférence et Présentation du Programme Philippe de Susanne, Chef de Projet, IMO/IPIECA GIWACAF
12h30	Le Plan National d'Intervention d'Urgence du Cameroun Augustine Ndim, Secrétaire permanent du Comité de Pilotage et de Suivi des Pipelines (CPSP), Société Nationale des Hydrocarbures (SNH)
13h00	Déjeuner offert par : 

Conférence et Exposition

	Salon Bouma C Présidents: - Cheikh Ould Khaled, Ministère de l'Équipement et des Transports de Mauritanie - Othman Guesmi, Marine Technical Advisor, Shell	Salon Bouma B Présidents : - Dr. Bamidele Adjakaye, Director General, Chief Executive Officer, National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA) - Olivier Ponthieux, Oil Spill Adviser, Total	Exposition de posters par les organisations partenaires
14h30	République du Congo : Le Plan National d'Intervention d'Urgence et Exercices Récents Jean-Felix Mouthoud Tchikaya, Direction Générale de la Marine Marchande (DIGEMAR)	Vue Générale des Capacités de Lutte et de Préparation en Matière de Pollution par les Hydrocarbures au Niveau du Pipeline Tchad-Cameroun Eric Angu, Coordinateur de la lutte anti pollution, Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	Poster IPIECA Poster OMI Poster IOPC FUND
15h00	Sénégal: LA HASSMAR, la Réponse du Sénégal aux Pollutions Marines Babacar Ba, Chef Division Opération, Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime (HASSMAR)	Pour un Environnement sans Pollution Accidentelle, Le Rôle du NOSDRA dans la Gestion d'un Déversement d'Hydrocarbures au Nigéria Idriss Musa, Directeur Adjoint, National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA)	Poster <i>Oil Spill Response</i> Poster SNH
15h30	Pause café		
16h00	Rex Exercice de Lutte Antipollution 2009 du 6 au 11 Mars, TOTAL EP Cameroun Martin Bayiha Kodock, Responsable HSE, Total E&P Cameroun	Planification en Matière de Pollution par les Hydrocarbures – Le Cas du Ghana Kojo Agbenor-Efunam, Environmental Protection Agency (EPA)	Poster CEDRE
16h30	Mise en Œuvre et Perspectives d'Évolution du Plan d'Urgence de Lutte contre les Déversements Accidentels d'Hydrocarbures au Gabon Louis-Léandre Ebobola, Directeur Général Adjoint de l'Environnement et de la Protection de la Nature Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	Développement d'un Plan d'Urgence Régional en Afrique de l'Ouest et du Centre Jacques Abe, Expert en Environnement. Commission Intérimaire du Courant de Guinée/Projet du Grand Ecosystème marin du Courant de Guinée (IGCC/GCLME – RCU)	
17h00	"Étude de Cas: Shell Togo" Exercice Tier3 de "Passing Ship" Accident d'un Pétrolier de Passage au Large des Cotes Sylvia Glokpor, Responsable des Opérations Maritimes Shell Togo	Protocole d'Urgence à la Convention d'Abidjan, Mers Régionales du PNUE James Kamara, Représentant du Secrétariat Conjoint pour les Conventions d'Abidjan et de Nairobi Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)	
17h30	Sommaire des points essentiels et enseignements tirés par le Président	Sommaire des points essentiels et enseignements tirés par le Président	

Mardi 3 novembre 2009

Préparation à la Lutte Face aux Déversements Accidentels d'Hydrocarbures et Mise en Œuvre de la Convention OPRC 90

Salon Bouma C et B unifié

Président :

Stefan Micallef, Directeur Adjoint, Division du Milieu Marin, Organisation Maritime Internationale (OMI)

Christophe Rousseau, Directeur Adjoint, CEDRE

09h00 **La Convention OPRC : Convention Internationale de 1990 sur la Préparation, la Lutte et la Coopération en matière de Pollution par les Hydrocarbures en Afrique de l'Ouest et du Centre**
Jean-Francois Levy, Consultant IMO

- Introduction et statut régional
- Niveau de mise en œuvre en Afrique de l'Ouest et du Centre
- Actions de suivi pour la région

09h30 **Cartes de Vulnérabilité Environnementale des Pollutions par les Hydrocarbures**
Lindsay Pages Jones, Consultant GI WACAF

- Introduction et situation au niveau régional
- Développement des Atlas Nationaux de Vulnérabilité Environnementale

10h00 **Discussions et recommandations sur la Cartographie de Sensibilité des Déversements Accidentels d'Hydrocarbures**

10h30

Pause café offerte par:



11h00 **Les Principes de Fonctionnement des Dispersants et Bilan des Avantages net pour l'Environnement (NEBA)**
Thomas S. Coolbaugh, Associé scientifique distingué, ExxonMobil

11h30 **Le Développement d'une Politique nationale d'Utilisation des Dispersants**
Christophe Rousseau, Directeur Adjoint, CEDRE

- Introduction et situation au niveau régional
- Le Développement d'une politique nationale d'utilisation des dispersants

12h00 **Discussions et recommandations sur l'utilisation des dispersants**



12h30

Pause déjeuner

14h00 **Introduction sur les Barrages de Fortune**
Christophe Rousseau, Directeur Adjoint, CEDRE

14h30 **Les Matériels de Lutte en matière de Pollution par les Hydrocarbures en Afrique de l'Ouest et du Centre**
Andy Nicoll, Advocacy Manager, Oil Spill Response

15h00

Pause café offerte par:



15h30 **Développement d'Exercices conjoints Industrie/Gouvernement**
Andy Nicoll, Advocacy Manager, Oil Spill Response

16h00 **Discussions et recommandations sur les équipements, les exercices et identification des points clés**

16h30 **Etude Hydrodynamique pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre**
Wolfgang Konkell, Scientifique en Environnement, ExxonMobil, Biomedical Sciences
Olivier Ponthieux, Conseillé en antipol, Total

17h00 **Discussions et recommandations sur l'Etude Hydrodynamique pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre**

17h30 **Introduction et constitution des groupes de travail pour le Plan d'Action du GI WACAF du jour suivant**
Lindsay Pages Jones, Consultant GI WACAF

Fin de la journée

Mercredi 4 novembre 2009

Groupe de Travail sur le Plan d'Action du Projet GI WACAF

	Groupe WA : Comment renforcer les systèmes nationaux de lutte et les activités de coopération technique Salon Mont Kilimandjaro Président: Thomas Coolbaugh, Exxon Mobil Lindsay Pages Jones, Consultant GIWACAF	Groupe C : Comment renforcer l'efficacité de la lutte et les capacités opérationnelles au niveau national? Salon Bouma C Président: Andy Nicoll, <i>Oil Spill Response</i> Olivier Ponthieux, Total	Groupe A : Comment poursuivre le développement de la coopération régionale? Salon Mont Cameroun Président: Jean-Francois Levy, Consultant IMO	Groupe F : Comment améliorer l'efficacité du projet GI WACAF ? Salon Bouma B Président: Christophe Rousseau, le CEDRE
09h00	<ul style="list-style-type: none">- Législation- Plan d'Urgence- Politique Nationale d'utilisation des Dispersants- Carte de Vulnérabilité Environnementale	<ul style="list-style-type: none">- Exercices conjoint Gouvernement - industrie- Disponibilité coordonnée et durable du matériel de lutte	<ul style="list-style-type: none">- Le Plan Régional d'Intervention d'Urgence et son avenir- Centre Régional pour Echange d'information et formation	<ul style="list-style-type: none">- Renforcement de la coopération Gouvernement/ industrie- Amélioration de la communication et des échanges- Etude Hydrodynamique pour GI WACAF
10h00	<ul style="list-style-type: none">- Résumé et Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Résumé et Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Résumé et Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Résumé et Recommandations
10h30	Pause Café offerte par : 			
11h00	Session plénière et débriefing Lindsay Pages Jones, Consultant GI WACAF <ul style="list-style-type: none">- Résumé et recommandations des quatre groupes- Recommandations principales pour le Plan d'Action du Projet GI WACAF			
12h30	Pause déjeuner			

Plan d'Actions Nationaux

Salon Bouma C and B , Mont Cameroun, Mont Kilimandjaro
Délégués regroupés par pays
Délégués du Cameroun Mont Kilimandjaro

14h00	Plan d'action national Lindsay Pages Jones, Consultant GI WACAF <ul style="list-style-type: none">- Revue et mise à jour du profil pays- Plan d'action national pour les deux prochaines années- Activités à financer par le projet GI WACAF
15h30	Pause Café offerte par : 
16h00	Résumé des recommandations de l'Atelier Régional et Conférence GI WACAF 2009 Philippe de Susanne, Chef de Projet IMO/IPIECA GIWACAF
17h30	Fin de la journée



Jeudi 5 novembre 2009

Atelier sur les Demandes d'Indemnisation		Formation sur la Préparation et les Techniques de Lutte au Niveau de l'Industrie en Matière de Pollution par les Hydrocarbures	
Salon Bouma A Dr. Jean Pierre Nana NININT		Salon Bouma B Président, Robert Mouthe, Perenco Cameroon Jaques Abe, GCLME Andy Nicoll, <i>Oil Spill Response</i>	
08h30	Etat de ratification des Conventions Internationales en Afrique de l'Ouest et du Centre Jose Maura, Chef du Service des Demandes d'Indemnisation FIPOL	Introduction de la Formation, le Rôle des Points Focaux de l'Industrie dans l'Initiative Mondiale Thomas S. Coolbaugh, Associé Scientifique Distingué, ExxonMobil	
09h15	Introduction sur le dispositif législatif et définition <ul style="list-style-type: none">- Convention de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (CLC-92)- Convention de 1992 portant création du Fonds international d'Indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FONDS de 1992) et son Protocole de 2003 portant création du Fonds complémentaire- Questions et exercice	Les réalités de la lutte opérationnelle en matière de pollution par les hydrocarbures Andy Nicoll, Advocacy Manager, <i>Oil Spill Response</i>	
10h00	Pause Café		
10h30	Réclamations pour les coûts de nettoyage et les mesures préventives <ul style="list-style-type: none">- Questions et exercice	Avancées dans les techniques de dispersants Thomas S. Coolbaugh, Associé Scientifique Distingué, ExxonMobil	
11h15	Réclamations pour les dommages aux propriétés <ul style="list-style-type: none">- Questions et exercice	Modélisation des trajectoires des Pollutions par Hydrocarbure Wolfgang Konkel, Scientifique en Environnement, ExxonMobil Biomedical Sciences	
12h30	Déjeuner offert par: 		
14h00	Réclamations pour les pertes sur la pêche et l'aquaculture <ul style="list-style-type: none">- Questions et exercice	Nouvelles technologies de télédétection et application à la préparation à la lutte en matière de pollutions par les hydrocarbures Jérôme Xavier, Consultant GI WACAF	
14h45	Réclamation sur les Pertes Economiques de l'Industrie Touristique <ul style="list-style-type: none">- Questions et exercice	Développement des cartes de vulnérabilité environnementales et des stratégies de lutte Lindsay Pages Jones, Consultant GI WACAF	
15h30	Réclamation pour les compensations sur les Dommages Environnementaux <ul style="list-style-type: none">- Questions et exercice	Détection des pollutions par hydrocarbures utilisant les techniques de détection à distance Thomas S. Coolbaugh, Associé Scientifique Distingué, ExxonMobil	
16h00	Pause café		
16h30	Cérémonie de clôture		
Salon Bouma C and Salon Bouma B unifié			
Cérémonie de clôture Mot de Monsieur Thomas Coolbaugh , Président du GI WACAF Mot de Monsieur Stefan Micallef , Directeur Adjoint, Division du Milieu Marin, Organisation Maritime Internationale Mot de Monsieur Augustine Ndum , Secrétaire permanent du CPSP			
17h30	Cocktail offert par:  SNH		
Fin de l'Atelier Régional et Conférence GI WACAF 2009			

Réunion Régionale des Experts Juridiques et Techniques Nationaux sur le Protocole d'Urgence à la Convention d'Abidjan

Vendredi 06 novembre 2009

	Salon Bouma C Correspondant de la convention d'Abidjan
08h00	Réunion Régionale des Experts Juridiques et Techniques nationaux sur le Protocole d'Urgence à la Convention d'Abidjan
10h30	Pause café
11h00	Réunion Régionale des Experts Juridiques et Techniques nationaux sur le Protocole d'Urgence à la Convention d'Abidjan
12h30	Déjeuner offert par:
	
14h00	Réunion Régionale des Experts Juridiques et Techniques nationaux sur le Protocole d'Urgence à la Convention d'Abidjan
15h30	Pause café
16h00	Réunion Régionale des Experts Juridiques et Techniques Nationaux sur le Protocole d'Urgence à la Convention d'Abidjan (suite)
18h30	Fin de la réunion



Biographie des experts



Andrew Nicoll

M. Nicoll est actuellement *Advocacy Manager* pour *Oil Spill Response*, où il gère le programme d'implication des parties prenantes externes. Il a rejoint la société en 1989 après avoir passé 10 ans dans la marine marchande britannique comme officier de pont. Il a travaillé dans l'industrie, où il a géré une base d'intervention de Niveau 1 pour BP, et dans l'administration comme chargé des questions de pollution pour le gouvernement britannique. Il jouit d'une grande expérience puisqu'il a supervisé 25 interventions tactiques sur des déversements au Royaume-Uni et en Europe. Avant son poste actuel, il a également été formateur chez *Oil Spill Response*.



Augustine Ndum

M. Augustine Broh NDUM est un ingénieur spécialiste du pétrole (*Offshore Structures Engineering*) qui travaille depuis 23 ans à la Société Nationale des Hydrocarbures du Cameroun (SNH). Il a obtenu son baccalauréat scientifique (génie mécanique) et sa maîtrise (océanographie) à l'Université de Londres, puis un Diplôme d'Ingénieur Pétrolier (Option Développement et Production) à l'École Nationale Supérieure du Pétrole (I.F.P. – Paris). Il est employé à plein temps par la SNH depuis 1986 et a occupé de nombreux postes dans la société. Du fait de l'expérience acquise à ces postes et lors de la gestion du projet d'oléoduc Tchad/Cameroun du stade de la conception jusqu'à la phase d'exploitation, M. NDUM est le représentant de la SNH au comité national du Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOI). Il est également Correspondant national pour le projet GIWACAF.

Depuis avril 1999, M. NDUM est le secrétaire permanent du Comité de Pilotage et de Suivi des Pipelines au sein de la SNH ; un comité qui coordonne l'élaboration du plan national d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures du Cameroun.



Christophe Rousseau

De formation universitaire scientifique et en biologie marine, M. Rousseau a tout naturellement été mobilisé par la Marine française, au cours de son service militaire, pour participer à la mise en place du groupe de travail national sur la pollution marine accidentelle suite à la catastrophe de l'*Amoco Cadiz*. Depuis, il a consacré toute sa carrière à la préparation et à la lutte contre tous les types de pollution accidentelle de l'eau.

Employé à plein temps du Cedre depuis 1980, il a contribué à l'ensemble des activités du Centre, sur le terrain comme dans les cellules de crise et les centres de décision. Il a pris en charge la responsabilité du service formation du Cedre et des relations avec les médias (1988). Directeur adjoint du Cedre depuis 1995, il est à présent en charge de la coordination de l'information et de la documentation, de l'ensemble des activités de formation du Cedre, ainsi que du service plans et audits.



Jean-Francois Levy

Négociations et mise en œuvre des conventions internationales : conventions de l'OMI, en particulier de MARPOL et OPRC relative à la prévention et lutte contre les pollutions marines. Coordination de l'action des pouvoirs publics en ce domaine. Participation, notamment en qualité de chef de la délégation française aux réunions de l'Accord de Bonn (lutte contre les pollutions en Manche et Mer du Nord), président du groupe de travail technique de l'accord de 1992 à 1994 puis de l'Accord lui-même de 1994 à 1996 et chef de la délégation française aux réunions du Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre les pollutions marines (REMPEC). Président du groupe de travail du Comité de protection du milieu marin de l'OMI sur la convention OPRC ; Négociation pour la France du mémorandum d'entente de Paris sur le contrôle des navires par l'Etat du port.

Expertise pour le compte du REMPEC ou de l'OMI.

Expertise dans le cadre européen.

Rédaction pour le compte de l'OMI et du REMPEC de divers textes juridiques sur la coopération en matière de lutte contre la pollution (Méditerranée, Océan Indien, Afrique de l'Ouest ...) Etude approfondie en France du lien entre les divers textes internationaux.



Jérôme Xavier

Depuis 2007, M. XAVIER supervise le service de radar pénétrant GPR pour le compte de TTI Production, qui sert à localiser les oléoducs et les câbles, les vides/cavités, les réservoirs souterrains, les égouts, les fondations. Des solutions sont développées spécifiquement pour le marché gazier et pétrolier.

M. XAVIER est titulaire d'un master, obtenu à l'Université de Nice Sophia Antipolis, dans le domaine du traitement de l'image, de la cartographie et des systèmes SIG pour la gestion des terres.



José Maura Barandiaran

José Maura Barandiaran dirige le département des sinistres du FIPOL depuis le 1^{er} janvier 2002. Précédemment, en qualité de responsable des sinistres du FIPOL depuis 1996, il a été amené à gérer d'importants déversements accidentels d'hydrocarbures, comme ceux du *Aegean Sea*, du *Sea Empress*, du *Nissos Amorgos*, de l'*Erika* et du *Prestige*. En tant que juriste, il a représenté le FIPOL en Espagne devant les tribunaux espagnols. Précédemment, il a travaillé comme responsable des sinistres au Britannia P&I Club à Londres.



Lindsay Page-Jones

Conseiller technique spécialiste des déversements, après une formation en géographie côtière, Lindsay Page-Jones a rejoint l'OTRA en janvier 2003. Il a participé depuis à de nombreuses activités : plans d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, sessions de formation, séminaires nationaux sur le développement de plans d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, Plan d'implémentation de projet (PIP) concernant les capacités des pays à intervenir en cas de déversement, développement des supports de cours de formation des formateurs, développement d'un système SIG sur les sensibilités côtières, développement d'un site web dédié aux interventions en cas de déversement et participation à des interventions sur le terrain. L. Page-Jones figure au tableau de roulement des experts et consultants de l'OMI.



Malamine Thiam

Malamine Thiam a fait ses études à l'école navale de Mourmansk (Russie). Après avoir passé sept ans en mer, il a rejoint l'Administration Maritime du Sénégal comme directeur de la division de la sécurité maritime. En juin 1985, il fut l'un des premiers diplômés de la toute nouvelle Université Maritime Mondiale (UMM) établie par l'OMI. Après avoir servi l'administration maritime de son pays pendant 5 ans à différents postes, y compris à la direction du département de marine marchande, il a rejoint l'Organisation maritime internationale comme Chargé de Programmes à la Division de la Coopération technique. Il a ensuite été promu Chargé de Programmes techniques à la Division de la Sécurité maritime et, depuis 1997, il occupe le poste de directeur technique de la Division du Milieu marin, où il est chargé de la coordination de la Coopération Technique et des grands Projets du Programme de coopération technique de l'OMI dans le domaine de la protection du milieu marin. M. Thiam contribue également aux travaux l'OMI en matière de réglementation dans le domaine de la protection du milieu marin.



Philippe de Susanne

Diplômé de Grandes Ecoles en sciences de l'environnement, M. de Susanne a entrepris plusieurs projets de recherche et d'études environnementales à travers le monde, notamment aux îles Galapagos. En tant que consultant pour l'Organisation maritime internationale (OMI) au centre d'activité régional de Curaçao, Antilles néerlandaises, il a participé au développement d'un projet régional en Amérique centrale en vue de promouvoir l'établissement de capacités d'intervention sur les déversements d'hydrocarbures et a mis en place plusieurs formations et ateliers de l'OMI.

M. de Susanne est un chef de projet accrédité Prince 2 et est actuellement détaché à l'IPIECA et à l'OMI comme chef de projet du programme OMI/IPIECA de l'Initiative mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GI WACAF).



Stefan Micallef

Stefan Micallef est titulaire d'un doctorat en toxicologie marine de l'Université du pays de Galles. Il est actuellement le directeur adjoint de la division du milieu marin de l'Organisation maritime internationale (OMI), où il dirige la sous division de la Coordination de la Coopération technique et de la lutte contre la pollution. M. Micallef a débuté sa carrière aux Nations Unies en 1990 comme chargé de programmes au Centre Régional Méditerranéen pour l'Intervention d'Urgence contre la Pollution Marine Accidentelle (REMPEC) du PNUE/OMI basé à Malte.

En 2000, il a rejoint la division de mise en œuvre de la politique environnementale du PNUE à Nairobi comme chef de la branche de gestion des catastrophes et a supervisé la formulation de règles et stratégies. En 2004, il a rejoint le siège de l'OMI au poste de Responsable de la section de la prévention de la pollution atmosphérique et chimique, sous division de la prévention de la pollution, division du milieu marin, où il a assumé des responsabilités de secrétariat, dont la révision des Annexes II et III de la Convention MARPOL et du Recueil IBC modifié.



Thomas Coolbaugh

Thomas Coolbaugh est Responsable scientifique adjoint du groupe *Oil Spill Response Technology* d'*ExxonMobil Research & Engineering* (EMRE). Parmi ses spécialités figurent les technologies d'intervention, comme les dispersants chimiques, la télédétection et la détection des déversements d'hydrocarbures, la formation et l'influence. Il travaille chez ExxonMobil depuis 1988.

Tom a obtenu son baccalauréat en chimie au Amherst College et son doctorat en chimie de l'IUT de Californie sous la direction du Prof. Robert Grubbs, prix Nobel de chimie 2005. En 1993, il a obtenu un master spécialisé en gestion des technologies à l'Université Polytechnique de New York.



William Lerch

M. Lerch travaille chez ExxonMobil depuis 33 ans. Il a occupé des postes dans différents départements : raffinage, distribution, et sécurité, environnement et santé et il dirige les interventions mondiales sur les déversements d'hydrocarbures d'ExxonMobil. Il a occupé des postes de direction chez *Oil Spill Response* pendant 10 ans, dont sept ans comme vice-président et président. Il est aujourd'hui le président du groupe de travail sur les déversements d'hydrocarbures de l'IPIECA dont il est membre actif depuis 1995.

Il est également l'un des directeurs de la *Marine Preservation Association* (MPA) et de la coopérative *Clean Caribbean and Americas* (CCA) de lutte contre la pollution aux hydrocarbures. M. Lerch préside le groupe *Emergency Response and Preparedness* de l'*American Petroleum Institute* (API) ainsi que le groupe d'orientation de l'industrie pétrolière de GI WACAF.



Wolfgang Konkel

Wolfgang Konkel est un scientifique, spécialiste de l'environnement, qui travaille chez ExxonMobil depuis 25 ans. Titulaire de diplômes spécialisés BS et MS, il est entré chez Exxon comme directeur d'un laboratoire de toxicologie environnementale. Il a dirigé les tests de différents matériaux et produits hydrocarbures en vue de déterminer leurs effets sur des espèces aquatiques de poissons et invertébrés. Après l'accident du *Valdez*, Wolfgang est devenu chef de projet des études du saumon rose et du hareng du Pacifique dans la baie du Prince William. Il a dirigé des études de terrain et des analyses de données

pour évaluer les effets de la pollution sur ces deux espèces de poissons. Ce faisant, Wolfgang est aujourd'hui le meilleur expert du devenir des hydrocarbures et des effets de la pollution par hydrocarbures sur les poissons et les littoraux.

Wolfgang est retourné chez *ExxonMobil Biomedical Sciences* en qualité de consultant environnemental. Il a également commencé à étudier les outils de modélisation des déversements d'hydrocarbures. Wolfgang a continué de renforcer ses capacités au fil des évolutions des modèles de déversements d'hydrocarbures et de produits chimiques et est aujourd'hui l'expert de la société en modélisations des déversements d'hydrocarbures et de produits chimiques dans l'environnement. Il oriente les efforts de modélisation pour qu'ils guident les plans d'urgence et d'intervention en cas de déversement dans le cadre de nouveaux projets dans le monde entier.

Wolfgang participe également aux interventions d'urgence pour le compte d'ExxonMobil Corporation. Il développe des simulations de déversements en vue d'entraîner les quatre équipes régionales d'intervention d'ExxonMobil et il participe régulièrement aux exercices avec ces équipes. Il est également coordinateur d'une équipe d'intervention d'urgence qui apporte son aide humaine et sanitaire lors d'accidents.

Annexe 2. Liste des Participants

Liste des point focaux GI WACAF des Gouvernements (ou leurs représentants)

Titre	Nom	Position	Compagnie	Adresse	Pays	Portable ou bureau	Fax	Adresse courriel
	Alhaji Wurroh Jalloh	Deputy Executive Director	Sierra Leone Maritime Administration	Maritime House, Government Wharf , P.O. Box 313, Freetown	Sierra Leone	+232 22 221 211	+232 22 221 215	alhajiw@yahoo.com
	Augustine Broh Ndum	Secrétaire Permanent du CPSP	Société Nationale des Hydrocarbures	B.P. 955 Yaounde	Cameroon	+237 22 20 98 60	+237 22 20 46 51	augustine_ndum@yahoo.fr
	Babacar Ba	Chef de la Branche Operations	Haute Autorite chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de la Sureté maritime et de la Protection de l'Environnement marin (HASSMAR)	BP. 27074, Dakar	Senegal	+221 77 529 8602	+221 33 889 2718	Email : babacarb@yahoo.com
	Cheikh Ould Khaled		Ministere de l'Équipement et des Transport	BP 6808, Nouakchott	Mauritania	+2225290960	+222 630 1244	cheikh_khaled@yahoo.fr
	Idriss Musa	Director General	National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA)	5th Floor, NAIC Building, Plot 590, Zone AO, Central Area, Abuja	Nigeria	+2348033153547	+23424618696	iomusa2003@yahoo.com
	Jean Paul Mwamba Nyembo	Directeur National CIGG/RDC Coordonnateur National CNSE	Ministère de L'Environnement	BP 145, AV de la Paix Gombe/Kinshasa	Democratic Republic of Congo	+243 997816451		nyembordc@yahoo.fr; cicgrdc@yahoo.fr
	Kojo Agbenor-Efunam	Senior Programme Officer	Environmental Protection Agency (EPA)	Starlet 91 Road, Ministries PMB 326, Accra	Ghana	+233 264 879187	+233 21 662690	wtanajikee@epaghana.org
	Kouami Amekoudji Guinhouya	Chef Division	Ministere de l'Environnement des Ressources Forestieres	BP 4825, Direction de l'Environnement 247, Rue des Nimes, Lome	Togo	+228 221 3321 / 904 3182	+228 221 0333/ 221 5197	marcguinhouya@yahoo.fr
	Lelly-Saima Uukule	Acting Deputy Director Pollution Control & SAR	Ministry of Works & Transport	6719 Bell Str. Gnyman Circle PMB. 12003, Ayssoabbokatz Windhoek	Namibia	+264 61 2088027	+264 61 240024	luukule@mwtc.gov.na
	Lamin S. Tamba	Operations Officer (CAI)	National Disaster Management Agency	13 Koffi Annan Street, Cape Point Bakau K.M.C. Banjul	The Gambia	+220 993 6903	+220 449 6304	lstamba@hotmail.com
	Louis Leandre E. Tsibah	Directeur General adjoint de l'Environnement et de la Protection de la Nature	Ministere de l'Environnement	Boulavard Triomphal	Gabon	+220 993 6903	+220 449 6304	dgegabon2@yahoo.fr

	Manuel de Ceita vaz do Rosario		Ministère des Ressources Natural Energie et l'Environnement	Avenida Kuame Nkrumah	Sao Tome and Principe	+239 225 271/ 911 266	+ 239 227 176	manrosario2000@yahoo.com.br
	Maria Luisa Miranda Campos	Head of Legal Adviser Department	Ministry of Petroleum (Legal Cabinet)	Av. 4 de Fevereiro No. 105 P.O. Box 1279 – C	Angola	+244 923 324867		lumiracampos@yahoo.com
Col	Niagne Martin Dibi		Ministere de l'Environnement des Eaux et Forêts	20 BP 650 Abidjan 20	Côte d'Ivoire	+225 20 21 1183	+225 20 21 1183	dibmartino@yahoo.fr
	Nuno Miguel Ribeiro	Focal Point for the Abidjan Convention /Director, Natural Resources Services	General Direction of Environment	Achada Santo Antonio – Praia P.O. Box 115	Cape Verde	+2382618984	+238 261 7511	ribeironu@gmail.com
	Octavio Cabral		Secretariat de l'etat de l'environnement et developpment Durable	Bairb de Santa Luzia, Ex. Qg	Guinea Bissau	+245 528 8676 / 673 2289		octavio_cabral@yahoo.com.br
	Paul Banga		Direction Générale de la Marine Marchande	B.P. 1107, Pointe Noire	Republic of Congo	+2425213880		batchyalain@yahoo.fr
	Simon Osa Adugu	Director General de Aguas Y Costas	Ministerio de Pesca y Medio Ambiente	Malabo- Republica de Guinea Ecuatorial	Equatorial Guinea	+240 253575		osa2adugu@yahoo.es
	Tairou Boukari	Chef Division Securite Navires et Navigation	Maritime, Direction de la Marine Marchante/ MDCEMTMIP-PR	01 BP 1234, Cotonou	Benin			

Liste des Point focaux GI WACAF de l'Industrie (ou leurs représentants)

Titre	Nom	Position	Compagnie	Adresse	Pays	Portable ou bureau	Fax	Adresse courriel
	Ait-Hellal Hanafi	HSE Manager	Total E&P Cameroun	BP.2214 TOTAL E&P Douala Cameroun	Cameroon	+237 33 42 13 66		hanafi.ait-hellal@total.com
Dr.	Amadi Amadi	HSE Manager	Shell Gabon		Gabon	+31 70 303 7152	+241 55 8337	Amadi.Amadi@shell.com
	Emiy Ikuru		Pecten Cameroon Company		Cameroon			Emiyarei.Ikuru@shell.com
	Eric Angu	Emergency Response Coordinator	Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	BP 3738, Douala	Cameroon	+237 334 335 00		eric.a.angu@exxonmobil.com
	Julio Vasconcelos	HSE Manager	ENI Angola	Rua Nicolau Gomes Spencer, 140	Angola	+244 2 391844		julio.vasconcelos@eniangola.eni.it
	Marc Nkoko	DHSE Environnement & radioprotection	ENI Congo	Av. Ch. De GAULE, BP 706, Pointe-Noire	Republic of Congo	+242.550.11.01		marc.nkoko@enicongo.eni.it
	Marc-André Badiane	HSE Manager	TOTAL Senegal		Senegal	+221 33 839 54 40		marc-andre.badiane@total.sn
	Martin Bayiha-Kodock	HSE Manager	Total E&P Cameroun	BP.2214 TOTAL E&P Douala	Cameroon	+237 33 42 13 66	+237 33 40 14 49	Martin.bayiha-kodock@total.com
	Nnamdi Ahiamadu	Environmental Officer	TOTAL E&P Nigeria Ltd		Nigeria	+234 84 236 310		nnamdi.ahiamadu@total.com
	Oluoma Ozoemena		Nigerian AGIP Exploration Ltd.		Nigeria			oluoma.ozoemena@naoc.agip.it
	Othman Guesmi	Marine Advisor	Shell Africa, Tunisia		Tunisia			o.guesmi@shell.com
	Robert Mouthe Ambassa	HSE Manager	Perenco Cameroon	Douala	Cameroon	+33 1 53 57 16 49		rmouthe@cm.perenco.com
	Suripno Suripno	Environment Manager HSE Division	TOTAL		Nigeria	+2348039062503		suripno.suripno@total.com
	Sylvia Glokpor	Marine supervisor	Sociétés Shell au Togo		Togo	+228 223 72 00	+228 227 52 11	sylvia.glokpor@TOGOSH.SIMIS.com
	Talbia Djotbayi		STSL Shell, Togo		Togo			Talbia.Djotbayi@togosh.simis.com
	Tania Pires		TOTAL EP Angola		Angola			tania.pires@total.com

Liste des Participants

Titre	Nom	Position	Compagnie	Adresse	Pays	Portable ou bureau	Fax	Adresse courriel
Lieutenant-Colonel	Aaron Alain Claude Essome Mbenda	Chef Beag	MINDEF		Cameroon	+237 77 69 57 95 +237 22 23 34 89	+237 22 23 34 89	embenda@yahoo.fr
Dr.	Abdou Mahamat	Chef de Service	MINEPIA		Cameroon			
	Adokiye Eli		Nigerian AGIP Exploration Ltd.		Nigeria			adokiye.eli@naoc.agip.it
	Adrian Ngo,0 Bitomo		Représentant des Services du Premier Ministre		Cameroon			
	Alain Belamanga		MINEP (Protocole)		Cameroon	+237 99 81 35 10		Belamangaalain@yahoo.fr
	Amidu Adekunle		Wordsworth Ltd.		Nigeria			amidadekunleoduborisha@yahoo.com
	André Mag Ekonmon		Ministère plenipotentiaire		Cameroon	+237 22 21 52 21		
	André Magnus Ekoumou		Représentant de la Présidence de la République		Cameroon			
	André Théophile Libobi	Chef de Service	MINDAF	Makak BP 184, Cameroun	Cameroon	+237 99 98 43 88		
	Anne-Fleurette Amou'ou Ada	Chef de service	Ministère chargé des relations extérieures (MINPEX)		Cameroon	+237 99 57 57 98		Anne-flr@yahoo.fr
	Antoine Njiang		Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF)	BP 1341 Yaounde	Cameroon	+237 75 16 80 52	+237 22 23 92 28	antoinenjiang@yahoo.fr
	Arsène Essomba Eloundou	Directeur des Affaires Maritimes et des Voies Navigables	MINT		Cameroon			
Dr.	Bamidele Ajakaiye	Director General	National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA)	5th Floor, NAIC Building, Plot 590, Zone AO, Central Area, Abuja	Nigeria	+234 9 4618696	+234 80 5502 8077	dajakaiye@hotmail.com
	Betimegni Betimegni	Délégué Régional Est -	MINEP	PO Box 07, Bertoua	Cameroon	+237 99 52 37 32	+237 22 24 23 32	betimegnibet@yahoo.fr
	Blaise Averbé	Chef de la cellule HSEQ	SCDP	BP 2271 Daoula	Cameroon	+237 77 50 86 63		Blaise.avebe@yahoo.fr
	Blaise Laurens Manga	Sub Director of Environmental Health	Ministry of Public Health	PO Box 14439 Yaoundé	Cameroon	+237 75 52 05 23	+237 22 22 44 19	Blaise82@hotmail.com
	Brigitte Lehman		Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	BP 3738, Douala	Cameroon			brigitte.lehman@exxonmobil.com
	Catherine Chinyere Nwuba	Asst. Chief Environment Mgt. Officer	Nigerian Maritime Administration & Safety Agency (NIMASA)	Maritime House, 4 Burma Road, Apapa, Lagos PMB 12861, GPO Marina ,Lagos	Nigeria	+234 80 3374 8192		katenwuba@yahoo.com

Titre	Nom	Position	Compagnie	Adresse	Pays	Portable ou bureau	Fax	Adresse courriel
	Cécile Epondo Fouda	Chef de Section EIC	Société Nationale des Hydrocarbures	B.P. 955 Yaounde	Cameroon			
Lieutenant Colonel	Célestin KOUAKAP	SED	MINDEF		Cameroon			
Dr.	Charles EYONG	Cadre – Expert Santé	MINSANTE		Cameroon	+237 77 09 09 80		c_eyong@yahoo.com
	Charlotte EnJoh Fonocho	Head of department - Environment	CIME Services	Oyom'Abang 15482 Yaounde	Cameroon	+237 77 66 84 03	+237 22 23 88 43	efonoch@gmail.com
Chief	Chibuzor Nnubia	General Manager	Clean Nigeria Associates (CNA)		Nigeria			chibuzor.nnubia@shell.com
	Christian Nsom	Chargé d'Etudes Assistant à la Section EF	Société Nationale des Hydrocarbures	B.P. 955 Yaounde	Cameroon			
	Dauda Abiodun Gidado	Assist Director	National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA)	5th Floor, NAIC Building, Plot 590, Zone AO, Central Area, Abuja	Nigeria	+2348036138408	+23424618696	daydado@yahoo.com
	Derick Takere	Director Quality Safety Environment	SONARA	BP 365 LIMBE	Cameroon	+237 33 33 21 88		Takere_derick@yahoo.fr
	Diathlu Nsenda		Transport et Voies et Communication	117 Bld, du 30 Juin, Blg Onatra Kinshasa	Democratic Republic of Congo	+243 98207100		kieadiatulu@yahoo.fr
	Djom Beaulys	Directeur de la Police des Frontières	DGSN		Cameroon			
	Dominique Kuitsouc	Chargé d'Etudes	MINADT		Cameroon			
	Edouard Djeengue	SHE Manager	Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	BP 3738, Douala	Cameroon	+237 334 335 00		edouard.f.djeengue@exxonmobil.com
Capitaine	Emmanuel Bell Bell	Chef de Bureau de l'Action de l'Etat en mer à Douala	MINDEF		Cameroon			
	Emmanuel Jean Claude Abinanti		MINFOF		Cameroon	+237 99 66 50 73		abinaje07@yahoo.fr
	Emmanuel Kalngui	Chef de Service	MINIMIDT		Cameroon	+237 99 95 27 69		emmanuel_kalngui@yahoo.fr
	Eric N. Abanda	Police Officer	DGSn	BP 1623 Yaounde	Cameroon	+237 99 82 08 53		Abanda25@yahoo.fr
	Evelyne Marike Namaso	HSSE Coordinator	Addax Petroleum Cameroun	BP 4023 Bonanjo, Douala	Cameroon	+237 33 43 73 18	+237 33 43 73 17	Evelyne.namaso@addaxpetroleum.com
Dr.	Felix Ngaba Zogo	Technical Adviser	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI)	BP 1457 Yaoundé	Cameroon	+237 77 67 333 +237 82 22 24 80		ngabazogo@yahoo.fr
	Flegond Owoutou Assoo		CPSP	BP 11280 Yaoundé	Cameroon	+237 79 41 02 09 +237 22 20 19 10	+237 22 20 98 69 +237 22 20 46 51	Flegond_owoutou@yahoo.fr
	Francis Jifon	Head of operations Department	SNH	BP 955 Yaoundé	Cameroon	+237 22 20 02 75		Francis_jifon@snh.com
	François Binzouli	Sous-Directeur des Hydrocarbures	MINIMIDT		Cameroon			

Titre	Nom	Position	Compagnie	Adresse	Pays	Portable ou bureau	Fax	Adresse courriel
	François Roger Nguene	Director	CIME Services	Oyom'Abang 15482 Yaounde	Cameroon	+237 99 73 47 72	+237 22 23 88 43	frnguene2001@yahoo.fr
	George Forgwei Keben	Head of hydrocarbons Exploitation	MINIMIDT		Cameroon	+237 77 74 55 96		kebenforgwei@yahoo.com
	Georges Konga	Coordinateur	RESADER	BP 331 KVIBI	Cameroon	+237 96 64 56 21		konga@yahoo.fr
	Gomis Diedhiou	Chef Service Sécurité maritime, de la Sûreté	Ministère de l'Economie Maritime de la Pêche et des Transports Maritimes / Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM)	12, Avenue Faidherbe Angle Rue Vincens, BP4032, Dakar	Senegal	+221 33 823 6862	+221 33 823 6862	Email : gdiédiou@yahoo.fr
	Grégoire Sonkeng		Ministère chargé de la Défense		Cameroon			
	Guillaume Kwelle	Public and Governmental Affairs	Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	BP 3738, Douala	Cameroon	+237 343 35 00		guillaume.e.kwelle@exxonmobil.com
	Hemery Akoue Mdemezoo		Shell Gabon		Gabon			h.akouendemezoo@shell.com
	Henri Séverin Kamgain		Ministère chargé des Transports		Cameroon			
	Ibrahima N'gaye Camara	Centre National Protection Environnemental Milieu Marin et des zones cotieses	Ministere de l'Environnement et Developpement Durable		Guinea	+224 622 00398		ilrogaye@yahoo.fr
	Janvier Mvogo	Chef de service	Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD)		Cameroon	+237 99 57 14 80	+237 22 20 10 34	janviervmogo@yahoo.fr
	Jawad Michel Benjelloune	Chef division Navigation Maritime	ANAM		Guinée Conakry	+224 60 54 37 69		benielmich@yahoo.fr
	Jean Joule Edinguele		Société Nationale de Raffinage		Cameroon			
	Jean Koueda Koung	Chef de service	MINTP		Cameroon	+237 75 29 04 01		jeankoeda@yahoo.fr
	Jean Pierre Nana	Directeur de la Protection Civile	MINADT		Cameroon			
	Johnson Ticha 'A	Chef de Service	MINIMIDT		Cameroon			
	Jonathan Ndongo		SNH	BP 995 SNH	Cameroon			Ndongo_jonathan@yahoo.fr
	Joseph Koffi	Ingénieur d'Etudes -	MINADER CPSP	DDLCP BP 2201	Cameroon	+237 77 57 42 74		josefkof@yahoo.fr
	Joseph Nyongwen	Délégué Régional Adamaoua –	MINEP CPSP	BP 44 Ngaoundere - Cameroon	Cameroon	+237 7735 26 14	+237 22 25 25 02	nyongwen@yahoo.fr
	Julie Kamto	Directrice des Affaires Européennes	Ministère chargé des Relations Extérieures	BP 11 261 Yaoundé	Cameroon	+237 77 73 75 77		susaneweg@yahoo.fr

Titre	Nom	Position	Compagnie	Adresse	Pays	Portable ou bureau	Fax	Adresse courriel
	Justin Penda	Chargé d'Etudes Assistant à la Section EF	Société Nationale des Hydrocarbures	B.P. 955 Yaounde	Cameroon			
	Keith Taylor		Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	BP 3738, Douala	Cameroon			keith.c.taylor@exxonmobil.com
	Koffi Sebastien Ouffoue	Sous Directeur Lab.Central de l'Environnement	Ministère de l'Environnement	20 BP 50 Abidjan 20	Côte d'Ivoire	+225 20387716 / 2244 6263	+225 20376500/03	offoe@yahoo.fr
	Lovet Daminabo		AGIP Energy & Nat. Resources Nig		Nigeria			lovet.daminabo@naoc.agip.it
	Lisette Boohnde Arrey	Delegate	Visual Communications	BP 15605 Yaoundé	Cameroon	+237 70 71 55		Vivicom92@yahoo.com
	Mahamat Bichara		Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	BP 3738, Douala	Cameroon			mahamat.bichara@exxonmobil.com
	Martin Akame Mesumbe	Sub Director	Ministère chargé de l'Energie et de l'Eau		Cameroon	+237 77 73 78 26		Mesu_martin@yahoo.com
CB.	Martin Mbara	Corps National des Sapeurs Pompiers-	MINDEF		Cameroon			
Dr.	Michel Claude Lokolo	Directeur des Produits Pétroliers et du Gaz	MINEE		Cameroon	+237 22 23 73 70		
	Michel Kenmoe	Chef Service Régional Environnement du Sud -	MINEP/ CPSP		Cameroon	+237 77 17 49 80		
	Michel Mezouogue	Chef de Section AC	Société Nationale des Hydrocarbures	B.P. 955 Yaounde	Cameroon			
Commandant	Mikaila	Corps National des Sapeurs Pompiers-	MINDEF		Cameroon			
	Mimosette Mouelle		DAMNN Ministère du Transport		Cameroon	+237 77 76 82 21	+237 33 42 89 56	mouelle@yahoo.fr
	Monya Ebwekoh- O'kah		Total E&P Cameroun	BP.2214 TOTAL E&P Douala Cameroun	Cameroon			Monya.ebwekoh-okah@total.com
	Moudjitaba Sow	Pollution de Marchandise Dangereuses	Ministère des Transports Direction Nationale de la Marine Marchande		Guinea	+224 642 44692	+224 304 13577	moudjitabatmci@yahoo.fr
	Olanrewaju Hussein		Nigerian AGIP Exploration Ltd.		Nigeria			olanrewaju.hussein@naoc.agip.it
	Owoutou Asso'o	Chef de Poste Forestier Obala,	MINEP		Cameroon			
	Pascal Kamga		Perenco Cameroon		Cameroon			pkamga@cm.perenco.com
	Patience Mapoko		Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	BP 3738, Douala	Cameroon			patience.9.mapoko@exxonmobil.com
	Pedro Mensuy Asumu	Director Marine Merchant	Ministerio de Transportes Tecnología Correo Y Tele	Malabo, Bioro Norte	Equatorial Guinea	+240 278646	+240 093999	mensuyasumu@yahoo.com
	Peter Ayuk Enoh		Ministère chargé de l'Environnement		Cameroon			

Titre	Nom	Position	Compagnie	Adresse	Pays	Portable ou bureau	Fax	Adresse courriel
	Peter Matthys		Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	BP 3738, Douala	Cameroon			peter.matthys@exxonmobil.com
	Philippe Eta Tabi	Directeur de la Faune et des Aires Protégées	MINFOF		Cameroon			
	Philippe Tonga	Chargé d'études	SNH	Yaounde, 955	Cameroon	+237 77 74 41 78 +237 99 92 46 55		p_tonga@yahoo.fr
	Prosperre Dzali		Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	BP 3738, Douala	Cameroon			aimyll.p.dzali@exxonmobil.com
	René BILIOK	Chef de Section IMRL	Société Nationale des Hydrocarbures	B.P. 955 Yaounde	Cameroon			
	Rihanath Olga Ichola		Ministere de l'Environnement et de la Protection de la Nature		Benin	+229 90930931	+22921315081	icholarihane@yahoo.fr
Dr.	Salvador Ngoande	Sous-Directeur des Pêches	MINEPIA		Cameroon			
	Samuel Roger Minkeng	Chef de Section ETS	Société Nationale des Hydrocarbures	B.P. 955 Yaounde	Cameroon	+237 99 56 88 46	+237 22 20 98 69	minkengsam@yahoo.fr
	Samuel Rotimi oluwatayo	Assist Director	National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA)	5th Floor, NAIC Building, Plot 590, Zone AO, Central Area, Abuja	Nigeria	+2348033322195	+23494618692	tayolinietl@yahoo.com
	Sean Reidy		Cameroon Oil Transport Company (COTCO)	BP 3738, Douala	Cameroon			sean.reidy@exxonmobil.com
	Susan Aimée Ngapout	Project Coordinator	CIMES services		Cameroon	+237 77 83 03 99	+237 22 23 88 43	nier2001@gmail.com
	Tnack Mbaï	Chef de service	MINT direction des Affaires Maritimes et voies navigables	BP 416 Douala S/L BP 4036 Daoula	Cameroon	+237 77 55 89 65	+237 33 452 89 56	Gim103@hotmail.com
	Victor Eke-Spiff		Nigerian AGIP Exploration Ltd.		Nigeria			victor.eke-spiff@naoc.agip.it
	Wandji Njeukan Léopold	Chef de Service	MINDAF		Cameroon	+237 75 79 76 60		

Liste des experts

Titre	Nom	Position	Compagnie	Adresse	Pays	Portable ou bureau	Fax	Adresse courriel
	Andrew Nicoll	Advocacy Manager	Oil Spill Response Ltd		United Kingdom	+44 23 8033 1551		andrewnicoll@oilspillresponse.com
	Christophe Rousseau	Adjoint au directeur	CEDRE	715 rue Alain Colas-CS 41836 29218 Brest Cedex 2	France	+33 2 98 33 10 10	+33 2 98 44 91 38	christophe.rousseau@cedre.fr
	James Kamara	Programme Officer	UNEP Abidjan Convention secretariat					James.kamara@unep.org
	Jean-Francois Levy		Consultant	9 Rue Anrole France	France			jean-francois.levy@wanadoo.fr
	Jérôme Xavier	Manager	TTI Production		France	+33 5 59 02 67 33		xavier@tti.fr
	José Maura	Head Claim Division	IOPC Funds	Portland House, Stag Place SW1E 5PN London	London	+44 20 75927100	+44-20-75927111	jose_maura@iopcfund.org
	Lindsay Page-Jones	Expert	OTRA		France	+33 2 98 15 15 91	+33 2 98 15 11 14	lindsay.page-jones@orange.fr
	Malamine Thiam	Head of Technical Cooperation and Major Projects Marine Environment Division	International Maritime Organization (IMO)	4 Albert embankment SE1 7SR London	United Kingdom	+ 44 207 587 31 88		mthiam@imo.org
	Olivier Ponthieux	Departement Environnement Direction Hygiene Securite Environnement	TOTAL		France			olivier.ponthieux@total.com
	Maurice Joyaux		Consultant		France			
	Paula Lynch		International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA)	209-215 Blackfriars Rd SE1 8NL London	London	+44 20 7633 2371		paula.lynch@ipieca.org
	Philippe de Susanne	GI WACAF Project Manager	International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA)	209-215 Blackfriars Rd SE1 8NL London	London			philippe.de.susanne@ipieca.org
Dr	Stefan Micallef	Deputy Director, Sub-division for Pollution Response and Technical Co-operation Co-ordination Marine Environment Division	International Maritime Organization (IMO)	4 Albert embankment SE1 7SR London	United Kingdom	+44 (0) 207 587 31 42		smicallef@imo.org
	Thomas Coolbaugh	Distinguished Scientific Associate	ExxonMobil	3225 Gallows Road 3A0634 Fairfax Virginia 22037 3225 Gallows Road Fairfax, Virginia 22037	United States of America	+1 703-846-3371	+1262-313-4783	thomas.S.Coolbaugh@exxonmobil.com
	Wolfgang Konkel	ExxonMobil Biomedical Sciences	ExxonMobil	P.O. Box 971, 1545 Route 22 East CLN LH 294 Annandale, NJ 08801-0971	United States of America	+908-730-1015	+908-730-1192	wolfgang.j.konkel@exxonmobil.com
	Yvette Osikilo	Project Manager Oil Spill Working Group	International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA)	209-215 Blackfriars Rd SE1 8NL London	London	+44 2 076 332 375	+44 20 7633 2389	yvette.osikilo@ipieca.org

Annexe 3. Discours d'ouverture de M. Thomas Coolbaugh, IPIECA

Excellences,

M. le Ministre de l'environnement,

M. le Ministre du transport maritime,

Honorables délégués,

Mesdames, Messieurs,

En tant que président de l'Initiative mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre (le projet GI WACAF), je tiens à vous exprimer ma joie d'être parmi vous aujourd'hui, dans la magnifique capitale du Cameroun.

C'est un privilège et un honneur pour moi que de participer à la cérémonie d'ouverture de l'Atelier-conférence régional GI WACAF 2009 organisé dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre (GI WACAF) dans les locaux de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) du Cameroun.

Comme vous le savez, le projet GI WACAF est un partenariat entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la conservation de l'environnement (l'IPIECA). L'objectif de ce projet est de renforcer les capacités d'intervention sur les déversements en Afrique de l'ouest et du centre par le développement de partenariats public-privé.

Le projet GI WACAF s'inscrit dans un partenariat plus vaste entre l'OMI et l'IPIECA, l'Initiative mondiale.

Lancée officiellement dans la ville du Cap en 1996, l'Initiative mondiale est la première à promouvoir les partenariats public-privé en faveur de la coopération, de la préparation et de la lutte contre les pollutions accidentelles des eaux. En qualité de président du groupe de travail sur les déversements d'hydrocarbures de l'IPIECA, j'ai participé étroitement au lancement de l'Initiative mondiale au Cap et je suis ravi des avancées réalisées ces 13 dernières années dans différentes régions du monde en faveur de la coopération, de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Ces progrès ont conduit l'OMI et l'IPIECA à lancer l'Initiative mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre (GI WACAF) en avril 2006 pour souligner leurs efforts dans cette région et renforcer leurs activités au travers de l'approche structurée d'un projet biennal. Huit compagnies pétrolières ont rejoint le projet et le subventionnent ainsi que l'OMI. (Il s'agit de Chevron, ENI, ExxonMobil, Total, Shell et Marathon, BP, Perenco)

Après le lancement du projet GI WACAF en avril 2006, et un second événement régional en décembre 2007, cet Atelier-conférence régional GI WACAF 2009 sera le troisième événement biennal avec pour mission de faire le point sur les avancées réalisées en termes de préparation et de lutte contre les déversements, d'identifier les prochains objectifs et de préparer des plans d'action nationaux et régionaux pour l'exercice biennal 2010-2011.

Des formations seront dispensées sur la mise en œuvre de la Convention OPRC 90 et des Conventions CLC 92 et Fonds 92 et une rencontre des points focaux de la Convention d'Abidjan aura lieu après l'événement.

Cet événement est très important pour le projet GI WACAF. Au bout de quelques années, la plupart des pays de la région avaient développé des Plans nationaux d'intervention d'urgence et renforcé leurs capacités nationales d'intervention sur les déversements. Mais, pour être parfaitement opérationnels, ces plans doivent être testés régulièrement et donner lieu à des exercices. Cet Atelier-conférence sera l'occasion d'échanges et de débats sur le renforcement des partenariats public-privé. Il facilitera également l'identification de plans d'action conjoints pour faire face aux futurs enjeux liés à la coopération, la préparation et la lutte contre les pollutions par hydrocarbures en Afrique de l'ouest et du centre.

Chers Ministres, Mesdames et Messieurs, je tiens à remercier la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) du Cameroun pour son accueil, ainsi que les sponsors de l'événement, COTCO, Total Cameroun, Pecten et Perenco, sans qui cet événement n'aurait pu avoir lieu. J'aimerais également remercier les participants de la région.

Au nom de M. Richard Sykes, Secrétaire exécutif de l'APIECA, je tiens à préciser que la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) du Cameroun a été la première compagnie pétrolière nationale d'Afrique de l'ouest et du centre à rejoindre l'APIECA. Je la remercie pour son soutien et en profite pour encourager d'autres compagnies pétrolières à rejoindre l'APIECA et à soutenir les projets de l'APIECA via l'Initiative mondiale GI WACAF.

Je profite également de l'occasion qui m'est donnée pour rappeler à l'ensemble des participants que le prochain événement biennal en 2011 correspondra à la célébration des 15 ans de l'Initiative mondiale.

J'espère que cet événement sera utile pour préparer les travaux du prochain exercice biennal 2010-2011 et je vous invite à tirer le meilleur parti de l'expertise à laquelle vous aurez accès cette semaine pour développer les plans d'action nationaux des deux prochaines années. Enfin, je souhaite un séminaire passionnant aux points focaux de l'industrie et des gouvernements présents au GI WACAF et suis impatient d'assister à la mise en œuvre des plans d'action nationaux du projet GI WACAF au cours des deux prochaines années.

Merci de votre attention.

Annexe 4. Discours d'ouverture de M. Stefan Micallef, OMI

Excellences,

M. le Ministre de l'Environnement,

M. le Ministre du Transport maritime,

Chers collègues des Nations Unies,

Honorables délégués,

Mesdames, Messieurs,

C'est un privilège et un honneur pour moi que de prononcer ce discours inaugural, pour le compte de l'Organisation maritime internationale (OMI), en ouverture de l'Atelier-conférence régional organisé dans le cadre de l'Initiative mondiale OMI/IPIECA pour l'Afrique de l'ouest et du centre (GI-WACAF).

Cette réunion n'aurait pu avoir lieu à un moment plus opportun, quelques semaines seulement après l'adoption de la Charte africaine des transports maritimes, à l'issue de la conférence de l'Union africaine des ministres en charge des transports maritimes, qui s'est tenue à Durban, en République d'Afrique du sud, les 15 et 16 octobre 2009. Cette Charte définit clairement la place du secteur maritime en Afrique et constitue de fait un jalon de poids pour le continent.

Les routes de transport maritimes et les ports fournissent les artères à travers lesquelles transite le commerce entre les pays; aussi un secteur maritime bien développé est vital pour le développement économique. Dans ce contexte la Charte africaine des transports maritimes constitue un grand potentiel dans la réduction de la pauvreté, la faim et les maladies pour dix million de personnes, en portant développement économique et croissance dans le continent entier. C'est également une des aspirations majeures des Objectifs du millénaire pour le développement.

Hélas, dans l'actuel climat économique difficile, se sont les plus pauvres qui souffrent le plus. C'est pourquoi un engagement durable envers les Objectifs du millénaire pour le développement est plus important que jamais. Comme le Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-Moon l'a écrit dans la préface du rapport 2009 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement « Au lieu d'un recul, c'est le lieu d'accélérer les progrès envers les Objectifs du millénaire pour le développement et de renforcer le partenariat mondial pour le développement. ». Je peux assurer que l'OMI également reste entièrement engagé dans les OMD. A n'en pas douter l'OMI saura aider les pays à concrétiser les aspirations matérialisées par la Charte africaine des transports maritimes.

Avec ces commentaires en toile de fond, j'aimerais rappeler aux personnes présentes quelques faits bien connus mais d'autant plus importants du fait de leur pertinence au regard du thème qui nous réunit cette semaine.

L'OMI est une agence spécialisée des Nations Unies au mandat international. La nécessité d'une telle agence internationale s'impose du fait que l'industrie maritime est probablement la plus internationale des industries mondiales. La mission de l'OMI en qualité d'agence spécialisée des Nations Unies est de promouvoir une industrie maritime durable, efficace, respectueuse de l'environnement, sans danger et sûre. Ceci passe par l'adoption des normes les plus strictes possibles pour la sûreté et la sécurité maritimes, par l'efficacité de navigation et par la prévention et le contrôle de la pollution en provenance des navires, sans oublier les considérations juridiques et administratives applicables. Tout ce qui précède exige une mise en œuvre complète et effective des instruments de l'OMI, appliqués de façon universelle et uniforme. Aussi, pour y parvenir, l'Organisation a mis en place un programme efficace de coopération technique pour le renforcement des capacités.

La protection de l'Environnement à travers la prévention de la pollution par les navires a été une priorité pour l'organisation dès ses premiers jours, il y a plus d'un demi-siècle. La plus notable est probablement la Convention MARPOL 73/78 qui aujourd'hui, 35 ans plus tard, après maints compléments, amendements et mises à jour, reste le traité multilatéral environnemental le plus significatif régissant la prévention de la pollution en provenance des navires, la pollution par les hydrocarbures et les substances liquides nocives transportées en vrac, le transport maritime de substances dangereuses sous forme de colis, les eaux usées, les déchets et les émissions toxiques dans l'atmosphère..

Par-delà la Convention MARPOL, plus récemment, les travaux environnementaux de l'OMI dans le domaine de la prévention se sont considérablement diversifiés : incluant les systèmes anti-salissures, le transfert d'espèces étrangères dans les eaux de ballast et les sédiments, ainsi que le recyclage des navires, dans des nouvelles conventions de l'OMI. Cela n'est pas toujours reconnu, cependant, sur les 51 traités et instruments, que l'Organisation a adoptés au cours des ses 60 années d'existence, 21 sont directement liés à des sujets environnementaux, 23 en fait, si l'on considère les aspects environnementaux des Conventions sur le sauvetage et sur l'enlèvement des épaves de Nairobi.

En l'occurrence, je voudrais souligner les efforts considérables déployés par les pays de la région pour ratifier et mettre en œuvre un certain nombre de conventions multilatérales importantes de l'OMI sur l'environnement.

La navigation maritime est également une activité dangereuse par nature, les navires étant confrontés aux pires déchaînements des éléments. Il arrive alors que des catastrophes se produisent, à l'image des accidents de pollution par les hydrocarbures impliquant des pétroliers comme le Torrey Canyon, Exxon Valdez, Erika, Prestige et Hebei Spirit.

L'OMI a reconnu depuis longtemps toute l'importance des systèmes de préparation et de lutte complets ayant donné lieu à des exercices d'entraînement, de manière à intervenir dans les meilleurs délais pour limiter autant que possible les conséquences d'un déversement en mer. Dès 1968, tout juste un an après la catastrophe du Torrey Canyon, l'OMI a adopté trois résolutions importantes, liées entre elles, en vue d'instaurer les dispositions nécessaires de gestion des déversements d'hydrocarbures. Une vingtaine d'années plus tard, l'échouement de l'Exxon Valdez à proximité des côtes de l'Alaska en 1989 a eu pour effet immédiat le développement de la Convention internationale sur la coopération, la préparation et la lutte en matière de pollution par les hydrocarbures. La Convention OPRC, le nom sous lequel elle est connue, a été adoptée par l'OMI en 1990 et a été complétée ensuite par le protocole OPRC-HNS de 2000 pour couvrir les substances nocives et potentiellement dangereuses.

La Convention OPRC 90 a établi pour la première fois un réel cadre mondial de coopération internationale et d'assistance réciproque pour se préparer et intervenir en cas de pollutions accidentelles. Elle encourage les Etats à développer et renforcer systématiquement des capacités appropriées de préparation et de lutte en matière de pollution par les hydrocarbures, en reconnaissant simultanément l'importance de la coopération avec l'industrie pétrolière et maritime pour pouvoir gérer au mieux les accidents majeurs de pollution par hydrocarbures et par Substances Nocives et Potentiellement Dangereuses. Il est alors d'une importance critique, que les experts des gouvernements nationaux et locaux collaborent étroitement avec l'industrie pétrolière pour renforcer des capacités de préparation et de lutte à tous les niveaux.

Entre 1991 et 1994, toute une série de séminaires régionaux de l'OMI a été organisée avec succès dans plusieurs régions du monde pour promouvoir le concept d'une proche coopération entre les gouvernements et l'industrie. Il en a découlé le lancement officiel en 1996 de l'Initiative mondiale entre l'OMI et l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la conservation de l'environnement (l'APIECA) afin de promouvoir la coopération public/privé en faveur de l'efficacité de la lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures.

Le projet GI WACAF a été mis en place dix ans après, en avril 2006. C'est le projet phare des diverses initiatives régionales dépendant de l'Initiative mondiale mises en place à ce jour. Ce projet est financé par l'OMI et huit compagnies pétrolières membres de l'APIECA. Aujourd'hui, il couvre 22 pays de l'Afrique de l'ouest et du centre. Depuis son instauration, des progrès significatifs ont été constatés dans l'amélioration des capacités de lutte contre les déversements. Il convient de noter qu'entre 2006 et 2009, 43 ateliers ont été organisés au total et 3000 personnes ont été formées. Côté résultats, l'indicateur général du niveau de préparation a augmenté de 6 % en 2008 par rapport à 2007. Et les 6 indicateurs clés de performance de préparation ont tous progressé. (Législation ; plans d'urgence; désignation des autorités nationales ; accords ; formation et exercices ; ressources nationales).

Cependant, nous devons rester vigilants. Le risque de déversement reste présent dans la région et nous devons absolument maintenir et renforcer l'efficacité et la capacité opérationnelle des structures en place. A cet égard, au cours de la semaine, vous aurez l'occasion de faire le point des progrès réalisés depuis 2006 et d'échanger vos expériences. Vous serez également appelés à identifier les objectifs et préparer les plans d'action nationaux et régionaux, pour le renforcement des capacités de lutte pour l'exercice biennal 2010-2011.

Un facteur clés dans le maintien d'un haut niveau de préparation aux interventions est bien sur la formation. Nous désirons vivement profiter de cette rencontre pour dispenser une formation sur la mise en œuvre de la Convention OPRC 90 et des Conventions sur la Responsabilité civile 92 et Fonds 92; ces deux conventions de l'OMI jouent également un rôle important dans la gestion des conséquences des pollutions marines en fournissant une indemnisation rapide et adéquate aux victimes de pollutions marines par les hydrocarbures.

A ce stade, il convient de souligner les efforts exceptionnels des pays WACAF pour développer et mettre en place des règles efficaces de protection du milieu marin ; ceci étant un « pré requis » critique pour le développement harmonieux des économies des pays de la sous-région. La détermination des pays à cet égard se reflète, notamment, dans le développement de trois projets importants subventionnés par le FEM et couvrant les grands écosystèmes marins des courants de Benguela, des Canaries et de Guinée. Ces projets ambitionnent de trouver les meilleures solutions possibles aux nombreux défis environnementaux que rencontrent les pays de la sous région. Ils contribuent également directement à l'aboutissement des Objectifs du millénaire pour le développement, qui incluent spécifiquement l'objectif d'un Environnement Durable – un objectif qui ne peut être obtenu sans un inversement des pertes de ressources environnementales et de biodiversité à travers l'introduction de mesures de protection environnementale adéquates.

A propos de ces initiatives régionales, j'aimerais évoquer la question très importante de la révision du Protocole d'Urgence à la Convention d'Abidjan et de la rencontre régionale des experts juridiques et techniques nationaux du Protocole Situations critiques de la Convention d'Abidjan prévue cette semaine. A cette occasion, les experts juridiques et techniques vont travailler avec l'intention de finaliser leurs travaux de révision du Protocole et de faire figurer l'aspect prévention dans cet instrument juridique régional important. L'objectif est de disposer d'un instrument régional efficace pour faire face aux nouveaux et futurs enjeux de coopération dans le cadre de la lutte contre la pollution en situation d'urgence. Je tiens également à remercier ici nos collègues du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), pour le soutien apporté à cette initiative avec tant d'énergie.

Excellences,

Chers délégués,

Mesdames, Messieurs,

Je ne saurais conclure sans évoquer les avancées énormes de l'OMI concernant les mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique de l'industrie maritime internationale et, par là même, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui sont maintenant reconnus comme un facteur important participant au réchauffement et changements climatiques. L'OMI a travaillé sans relâche en particulier sur la question des émissions de CO² des navires et, en juillet 2009, a diffusé une liste de mesures techniques et opérationnelles intermédiaires et

facultatives pour réduire ces émissions atmosphériques de l'industrie maritime internationale. Ces mesures seront ensuite revues d'après les conclusions de la Conférence sur les changements climatiques organisée par les Nations Unies à Copenhague le mois prochain, laquelle devra définir un instrument pour succéder au protocole de Kyoto de 1997 à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC).

De plus, l'OMI a arrêté un planning d'étude pour poursuivre la prise en compte des mécanismes basés sur le marché en vue de compléter les mesures techniques et opérationnelles, qui permettrait d'identifier les moyens d'inciter l'industrie maritime à réduire davantage encore son empreinte carbone.

L'OMI présentera ses avancées en la matière lors de la conférence de décembre à Copenhague sur les changements climatiques.

Il est crucial que notre travail reçoive l'attention et la reconnaissance des organisations internationales et que les nations présentes à la Conférence reconnaissent l'OMI comme l'Organisation la mieux qualifiée pour réguler les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie maritime car c'est la seule à même de comprendre les spécificités de cette industrie internationale et est donc à même de fournir des régulations globales et cohérentes.

L'Organisation a non seulement les connaissances, les compétences et l'expérience requises pour gérer les problèmes complexes en jeu, mais s'implique aussi dans une démarche consensuelle pour toutes ses délibérations et décisions, pour s'assurer que les nouvelles mesures aient l'approbation de tous les états membres, et soient vraiment incitatives, particulièrement pour les pays en voie de développement, pour que tous participent à l'effort général de réduction des gaz à effet de serre.

Pour conclure, j'ai le plaisir de vous transmettre à tous les vœux de réussite de M. Efthimios Mitropoulos, Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale, qui attend avec intérêt les résultats de cette semaine d'échange et de travail.

Je souhaite aussi remercier tous ceux qui participent à l'organisation de cet événement important, plus particulièrement le Gouvernement Camerounais, les autorités locales et l'industrie pétrolière locale, notamment la Société nationale des hydrocarbures (SNH) pour son accueil.

Je tiens à vous réitérer tous mes vœux pour vos délibérations et vos efforts en vue de mobiliser toutes les personnes concernées de la région et de tracer un chemin pour le projet GI WACAF. Je vous souhaite le plus grand succès dans vos travaux.

Excellences, Distingués délégués, Mesdames, Messieurs,

Merci de votre attention

Annexe 5. Allocution de Son Excellence, Monsieur Le Ministre de l'Environnement Et de la Protection de la Nature

Monsieur le Ministre Délégué,

Monsieur le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat, Ministre en Charge des Transports,

Monsieur l'Administrateur Directeur Général de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH),

Monsieur le Représentant de la Banque Mondiale au Cameroun,

Monsieur le Représentant de l'Organisation Maritime Internationale (OMI),

Monsieur le Représentant de l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA),

Mesdames et Messieurs les représentants des pays africains, membres de l'Initiative Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GI W ACAF),

Messieurs les représentants des sociétés pétrolières,

Mesdames et Messieurs,

A l'heure actuelle, il ne se passe guère de réunion ou de conférence internationale sans que l'on parle des Changements Climatiques. Mais la sauvegarde d'un environnement sain dont a besoin la vie humaine, animale et végétale demeure la préoccupation constante de notre planète. Nous comprenons donc aisément le bien fondé de la lutte tout azimut contre la pollution qui altère la qualité de notre vie.

Aujourd'hui, c'est la pollution due aux déversements accidentels d'hydrocarbures qui nous interpelle. Nous voici réunis pour l'Atelier Régional de l'Initiative Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur la Lutte Contre les Déversements Accidentels d'Hydrocarbures. C'est le gage de la lutte contre la pollution due aux déversements accidentels d'hydrocarbures.

Je voudrais tout d'abord, au nom du Gouvernement camerounais, remercier sincèrement l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA), d'avoir bien voulu choisir le Cameroun, pour abriter l'Atelier Régional sur la Lutte contre les Déversements Accidentels d'Hydrocarbures.

A cette occasion, je souhaite à tous les participants à ces travaux, une cordiale et fraternelle bienvenue dans cette salle et, à ceux d'entre vous qui venez d'autres pays, un agréable séjour au Cameroun.

J'adresse par ailleurs mes vives félicitations à l'Organisation Maritime Internationale (OMI), à l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA) et à la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), pour les efforts conjointement consentis, en vue de l'organisation des présentes assises qui, faut-il le rappeler, se situent dans le cadre du projet de l'Initiative Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GI WACAF).

Excellences Messieurs les Ministres,

Monsieur l'Administrateur Directeur Général,

Mesdames et Messieurs,

L'importance de cet atelier dans la protection de l'environnement, est indéniable. En effet, la protection de l'environnement, corollaire du droit fondamental du citoyen à jouir d'un environnement sain, est une préoccupation constante des pouvoirs publics camerounais. Ceci s'est traduit, sous la haute impulsion de Son

Excellence Monsieur Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, par un certain nombre d'actions concrètes majeures parmi lesquelles: la création d'un Ministère en charge spécifiquement de l'environnement, la promulgation de la loi portant loi-cadre n° 96/12 du 05 aout 1996, relative à la gestion de l'environnement, la ratification de nombreuses conventions internationales relatives à la protection de l'environnement, à la gestion des écosystèmes marins et côtiers, la mise en place d'un Plan National de Gestion de l'Environnement (PNGE), et l'adoption d'un Plan National de Lutte contre les Déversements Accidentels d'Hydrocarbures (PNLDAH) et de son manuel de procédures.

Si beaucoup a été fait en collaboration avec les Communautés Internationales, cependant, beaucoup de défis restent à relever pour préserver de manière durable, l'intégrité de notre environnement. Du fait du caractère planétaire des questions environnementales, ces défis, qui interpellent tous les pays, ne sauraient être limités aux frontières d'un seul pays. Cette dimension globale de la préservation de l'environnement, nous est dictée par la pression de plus en plus croissante sur les ressources énergétiques fossiles, pour induire l'émergence des économies de nos pays.

Mesdames et Messieurs,

Le présent atelier régional sur la lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures, qui se veut un forum de concertation et d'échanges sur le thème: "Lutte Antipollution: de la Planification à la Pratique", devrait constituer une avancée significative dans le renforcement des capacités nationales et régionales, visant à minimiser les impacts des marées noires en Afrique. Aussi, je voudrais apprécier à sa juste valeur, le partenariat public/privé dont la matérialisation est évidente dans le cadre du projet de l'Initiative Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GI W ACAF), et qui consolide à sa manière, la coopération et la solidarité des différentes composantes sociales, face aux problèmes liés aux pollutions par les hydrocarbures.

Enfin, en souhaitant que ces quatre jours de travaux soient couronnés de succès, je déclare ouvert, l'Atelier Régional de l'Initiative Mondial pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GI WACAF) 2009, sur la lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures.

Vive la Coopération Internationale,

Vive le Cameroun avec son illustre Président, Son Excellence Monsieur Paul BIYA,

Je vous remercie.

Annexe 6. Etude hydrodynamique pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et collecte de données météo-océanique historique et en temps réel

Questionnaire et Contacts

Pour retourner [Résumé du questionnaire pour l'analyse météo-océanique et modélisation pour l'Afrique de l'ouest et du centre,](#)

[Mardi 3 Novembre 2009](#)

Nom:

Organisation:

Pays:

Email:

1. Questionnaire

Questions	Oui	Non
Seriez-vous prêts à aider au développement d'études hydrodynamiques et à la collecte d'informations météo-océaniques en temps réel?		
Avez-vous connaissance d'autres projets de collecte de données météo-océanographiques ou d'études hydrodynamiques (antérieurs ou en cours) dans votre pays?		
Avez-vous eu des difficultés à modéliser d'une manière satisfaisante des dérives de nappes dans votre pays? Si oui, cela était-il dû à:		
- Un manque de données?		
- Un manque de formation pour l'utilisation des logiciels de dérive de nappe?		
- Autres?...		
Y a-t-il des données historiques existantes dans votre pays qui pourraient servir à ce projet? Si oui, spécifier: - Localisation/ propriétaire: - Organisation - Contact:		
Y a-t-il des systèmes de collecte de données en temps réel déployés dans votre pays? Si oui, spécifier: - Localisation/ propriétaire: - Organisation - Contact:		

2 Contacts

Quelle organisation serait la plus à même dans votre pays pour coordonner le projet "Etude hydrodynamique et Collecte de données MétéoOcéano historique et temps réel"?
Nom:
Organisation:
Adresse:
Tel:
Cel:
Email:

Quel contact ou organisation serait le plus à même dans votre pays pour être le point de contact pour la collecte des données existantes dans les administrations et ministères?
Nom:
Organisation:
Adresse:
Tel:
Cel:
Email:

Quel contact ou organisation serait le plus à même dans votre pays pour être le point de contact pour la collecte des données existantes au sein de l'industrie?
Nom:
Organisation:
Adresse:
Tel:
Cel:
Email:

Merci pour votre participation

Date :

Signature:

Résultats détaillés

Pays	<i>Quelle organisation serait la plus à même dans votre pays pour coordonner le projet "Etude hydrodynamique et Collecte de données MétéoOcéano historique et temps réel"?</i>	<i>Quel contact ou organisation serait le plus à même dans votre pays pour être le point de contact pour la collecte des données existantes dans les administrations et ministères?</i>	<i>Quel contact ou organisation serait le plus à même dans votre pays pour être le point de contact pour la collecte des données existantes au sein de l'industrie?</i>
Cameroon	Name: Organisation: Armée Marine Address: Base Navale Limbe / Base Navale Youpuse Tel: Voir le marines on MINDEF Cel: Voir MINDEF Email: Voir MINDEF	Name: Njiang Antoine Organisation: MIN FOF Address: BP 1341 MINFOF/DFAP/Yaounde Tel: (237) 22 23 92 28 Cel: (237) 15 16 80 52 Email: antoinenjiang@yahoo.fr	Name: Organisation: MINEP Address: Yaounde Tel: Voir point focal Cel: Email:
DR of Congo	Name: Regie des Voies Maritimes Organisation: RVM Address: 13 Boma, Bas-Congo Tel: Cel: +243997036029 Email: RVMKINSHASA1@yahoo.fr	Name: CICG-RDC Organisation: Ministère de L'Environnement Address: 15 Av. Papa Ileo Gombe Kinshasa Tel: +243 997816451 Cel: Email: CICGRDC@yahoo.fr	Name: PERENCO-REP Organisation: MIOC/PERENCO Address: Muanda Bas-Congo BP 15596 KIN/GOMDE Tel: 243 817 00 80 13 Cel: 273 81 700 80 02 Email: s.scharlier@Perenco.cd
Gambia	Name: Lamin S. Tamba Organisation: National Disaster Agency Address: Tel: + 9936903 Email: Lstamba@hotmail.com	Name: Aline Bah Organisation: National Environment Agency Address: National Environment Kanefing (KMC) Tel: Email:	Name: Essa Khan Organisation: National Disaster Agency Address: Kofi Annan Street, Bakau Tel: + 6429386 Email:
Guinea Bissau	Name: Joao Lona (Directeur General) Organisation: Direction Generale de la Meteo Address: Direction Générale de la Météo, Bissau	Name: Iwussa Balde (Directeur General) Organisation: Direction General des Ressources Hydricolles, Bissau Address:	Name: Organisation: Direction Générale de L'Industrie Address:

Nigeria	Name: Nigeria Institute of Oceanography and Marine Research (NIOMR) Organisation: Address: Namadu Belloway, Victoria Island, Lagos Nigeria Tel:	Name: The above Research Institute is the statutory organisation responsible for this role. They are also on the board of UNEP Organisation: Address: Dr. Larry Awosika sits on the board Tel:	Name: Organisation: Address: As above Tel: For the purpose of this prospect, the expertise is in NIOMR. Can work with other University like University of Lagos, University of Port Harcourt
Rep of Congo	Name: Maloueki Lucien /Batchy Alain Aower Organisation: IRD/DGRST – CAB M/ Marchande Address: Tel: Cel: Email:	Name: Batchy Alain Claver Organisation: IRD/DGRST – CAB Min. Marine Marchande Address: BP 15000 Tour Nabemba BZV Tel: +243 997816451 Cel: Email: CICGRDC@yahoo.fr	Name: PERENCO-REP Organisation: MIOC/PERENCO Address: Muanda Bas-Congo BP 15596 KIN/GOMDE Tel: 243 817 00 80 13 Cel: 273 81 700 80 02 Email: s.scharlier@Perenco.cd
Senegal	Name: Sory Diallo Organisation: Agence Nationale de la Neteo Nationale de Senegal Address: Aeroport de L.S. SENGHOR BAKIAR, Senegal Tel: +22177654 8404	Name: Sory Diallo Organisation: Agence Nationale de la Neteo Nationale de Senegal Address: Tel: +22177654 8404	Name: Sory Diallo Organisation: ANAMS Address: Tel: +22177654 8404
Togo	Name: Université de Lomé Organisation: CGILE (Centre de Gestion Integra du Littoral et de l'Environnement) Address: Tel: Cel: Email:	Name: Ministère de L'Environnement et des Ressources Forestières Organisation: Direction Générale de l'Environnement Address: 147 Rue de Nîmes Lomé Togo Tel: (228) 221 33 21/221 51 97 Cel: (228) 904 31 82 903 1835 Email: denv_togo@yahoo.fr	Name: Ministère des Transports/Ministere de Mines Organisation: Direction de Affaires Maritime/ Direction des Hydrocarbon Address: Tel: Cel: Email:

	<i>Y a-t-il des données historiques existantes dans votre pays qui pourraient servir à ce projet?</i>			<i>Y a-t-il des systèmes de collecte de données en temps réel déployés dans votre pays?</i>		
Pays	Location 1	Location 2	Location 3	Location 1	Location 2	Location 3
Cameroon	Location: Sonara Limbe Organisation: Sonara Contact:	Location: SNH Locations: Organisation: SNH Yaounde Contact: +237 2220 19 10 +237 2220 98 60	Location: COTCO - CPSP Organisation: CPSP Contact: +237 22 21 04 30 +237 22 20 98 64	NA	NA	NA
DR Congo	Location: Kinshasa/Gov Organisation: METELSAT.RDC Contact:	Location : Kinshasa/Gov Organisation: CIG-RDC Contact: Jean-Paul Mwamba Nyembo nyembordc@yahoo.fr	Location: Kinshasa/UNESCO Organisation: ODIWAFRICA – RDC, Projet en cours de la COI DE L'UNESCO Contact: Jean-Paul Nwamba Nyembo nyembordc@yahoo.fr +243 997 81 6451	Location: BOMA Organisation : Regie de Voies Maritimes (RVM) Contact: Arsene Mapoko + 243 997036029 amorpoko2005@yahoo.fr	Location: ERIFT/Dept de Geographie Organisation: Universite de Kinshasa Contact:	Location: Kinshasa/ICCN Organisation: ICCN (Institut Congolais pour la Conservation de la Nature) Contact: Jean Paul Nyembo CICCRDC@yahoo.fr
Gambia	Location: Head Office Organisation: National Disaster Agency Contact: Aline Bah	Location: Head Office Organisation: National Disaster Agency Contact: Essa Khan - 6429386		Location: Organisation: National Environment Agency Contact: Aline Bah	Location: Organisation: National Disaster Agency Contact: Essa Khan (6429386)	
Guinea Bissau	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Nigeria	Location: Oil Producers Trade Section (OPTS) E&P Operator Organisation: E&P Operations and individual operators Contact: Carol Antaih of ExxonMobil, Nigeria	Location: Organisation: Chevron Nigeria Ltd Contact: Charles Makaju HES Manager, Chevron	Location: Organisation: Institute of Oceanography and Marine Research (NIOMR) Contact: To the Government Institute that is responsible for regularly oceanographical data in Nigeria	Location: Organisation: NIOMR Contact Larry Awosika Dr. In Lagos, Victoria Island		
Rep of Congo	Location: IRD – Laboratoire d'Océanographie Centre Pointe Noire	Location: Service Hydrographique Port Auto Organisation: Nome de Pointe-Noire Contact		Location: Projet en Cours de réalisation dans le Port Autonome/IRD		

Senegal	Location: Senegal Organisation: Agence Nationale de la Meteo du Senegal Contact: Sory Diallo +221 654 84 04)	Location: Organisation: Centre d'Océanographie de Dakar Contact:	Location: Organisation: Université de Dakar Contact:	Location: Sénégal Organisation: Agence Nationale de la Météo du Sénégal Contact: Sory Diallo (00221 654 84 04)	Location: Organisation: Centre de recherché océanographie le Dakar Contact:	
Togo	Location : BP 1515 LOM Organisation: Université de Lomé Centre de Gestion Intégrée du Littoral et de L'Environnement (CTGILE) Contact: cgileul@yahoo.fr	Location : Organisation: Direction Générale de la Météorologie Nationale Ministère du Transport Contact	Location: BP 4825 Lomé Organisation: Direction Générale de L'Environnement Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières Contact: Tel +228 221 3321 Tel +228 221 5197 denv_Togo@yahoo.fr mascguinhouya@yahoo.fr	Location: BP1225 Organisation : Port Autonome de Lomé (PAL) Contact: Télex 52 43 TGPORTTO Tel : +228 227 4742/45 Fax +228 227 2627	Location: Organisation: CGILE (Centre de Gestion Integetra. Du Littoral et de l'Environnement) Université du Lomé (UL) Contact:	

Information du Public / Chargé des Affaires Publiques / Conseiller médiatique	1					1			0	1		1	1			1	1	1	0		1	1			1		0	1	1		1			1	1		0	1	1	1	
Liste des dispersants approuvés, Zones d'épandage pré-approuvées, Conditions d'utilisation	1								0	1	1	1	1			1	1		1		1				1		1										1			1	1
Politique ou procédures de gestion des déchets	1		1			1			0	1	1		1					1	0	1	0	1	0		1		1	1	0		1		1			1		0	1	1	
Politique de brûlage <i>in-situ</i>	1					1			0	1	1	1	1	0		1				1					1		1											1		1	
Carte de vulnérabilité des côtes aux pollutions par hydrocarbures et identification des sites les plus sensibles	1								0	1	1	1	1		0	1				1		1			1		1								0	1			1	0	1
Modèle de dérive	1					1			1	1		1	1						0	1	0	1				1										1			1	1	
Evaluation du risque (probabilité/ conséquence)	1					1			0	1	1		1	1	0			1	1		1	1	0			1									1	1				1	
Risque et scénarii de déversements	1					1			0	1	1		1	0	1			1			1				1		1	0	1		1	1	0		1		1		1		
Intégration des plans locaux d'intervention d'urgence (port, terminaux)	1		1			1			0	1	1	1	0	1			1		1	1	0			1		1									1		0	1	1		
Intégration des plans d'intervention d'urgence des industries pétrolières	1					1			0	1	1	1	0	1	0	1	1	1	0	1	1			1		1		1							1	1		1	1		
Indemnisations et procédures de demande d'indemnisations						1			1			1	1				1	0	1	1	1			1		1									1		0	1		1	
Engagement financier / Demandes d'indemnisations / Suivi des demandes						1			1			1	1				1		1	1	0	1				1										1		0	1		1
Procédures d'échantillonnage et preuves						1		1				1	1				1		1	1	1				1		1									1		1		1	
Autorité nationale compétente officiellement désignée et responsable de la préparation à la lutte et la lutte contre les pollutions par hydrocarbures		1	1		0	1	0	1	0	1		1	1		0	1		1	1	0	1	0	1	0	0	1	1		1	0	1	1	1	0	1	1	0	1	0	0	1
Point(s) de contact opérationnel national responsable(s) de la réception et de la transmission des rapports de la pollution par hydrocarbures	1		1		0	1	0	1	0	1		1	1	0	0	1		1		1	1	0	1	1		1		1	0	1	1	0	1	1	1	1		1		1	
Organismes nationaux en charge de la préparation à la lutte et la lutte contre les pollutions par hydrocarbures	1		1		0	1	0	1	0	1		1	1	0	0	1		1	0	1	0	1		1		0	1	1		0	1	1	1	1	1		1		0	1	
Autorité qui est autorisée à agir au nom de l'état pour requérir ou fournir de l'assistance	1		1		0		1	1	0	1	0	1	1	0	0	1		1		1	1	0	0	1	1		0	1	1	0	1	1	0	1	1		1		1		
Accords régionaux	1				1		1		1	1	0	1		0	1	1			1		0	1	1		1		0	1	1		1	1		0	1	1					
Accords sous-régionaux					1		1	1	0		1	1		1	0	1		1	1	1	0	0	1	0		1	1		1	0	1	1		1		0	1				
Accords bilatéraux					1	1	0		1		1	1		1	1		1		1	0	1		1	1		0	1	0								0	1				
Assistance mutuelle entre le gouvernement et l'industrie et échanges de matériel de lutte	1		1		0	1	0	0	1	1		1		0	1	1		1			1	1		1		1		1	1		1	0	1	0		1	0	1	0		
Mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance (sous-) régionale en place et testés ?	1				1		1		1		0	0	1	0	1		1	0			0	1	0	1		1		1							1		0	1	1		
Mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance internationale en place et testés ?	1				1		1		1		0	1	0	1		1	1	1	0	0	1	0	1												0	1	1	0		1	
Mécanismes de gestion de l'assistance en place ? - Procédures Douanières et d'Immigration ? - Procédures pour la prise en charge de l'assistance et le déploiement ?	1		1		0		1		1	1		1		0	1	1		1		0	1	1		0	1		1	0							1			1	1		
Politique de soutien pour la mise en œuvre du Plan de Lutte ?	1				1		0	1	0	1	1	1		1	0	0	1		1		0	1	1		1		1	0		1	1				1			1			
Politique pour le renforcement des capacités de lutte du pays en place ?	1					0	1	0	1	0	1	1		1		0	1		1	1	0		1		1		1	1		1	1				1		0	1		1	
Politique de révision et d'audit du plan de lutte en place ?	1					0	1		1	1		1	1		0	1		1		1		1		1		1		1	1							1					

Politique nationale de formation en place ? Plan de formation pluriannuel des personnels à tous les niveaux ? Répondant aux besoins du pays et basé sur les standards internationaux ?	1					0	1			1				1	0	1			1			1	1		1	0	0	0	1				1	1		0	1					
Niveau d'introduction				1							0	1	1		1				1	1	0	1	0	1							1			1				0	1		1	
OPRC Niveau 1	1			1				1		0	1	1			1	0	1	1	1	0		1			1	1					1			1				0	1		1	
OPRC Niveau 2		1		1				1		1		1				0	1	1			0	1		1			1	1			1			1	1			0	1		1	
OPRC Niveau 3		1		1				1		1		1				0	1	1				1		1		1	1			1			1			1			0	1		1
Formation de formateurs		1		1				1	1		0	1	0	1								1		1		1	1			1			1			1			0	1		1
Autres séminaires et ateliers développés par le pays				1				1	1		0	1	1	1				1			1	0		1		1				1			1			0	1	1		0		
Plan d'organisation d'exercices en place ? Implication des acteurs locaux ? et du secteur privé ?	1			1	1		0	1	1		0	1		1				1			1	0		1	1	0				1			1			0	1		1			
Exercice de gestion de crises (en salle)				1			0	1	1		1		0	1	1		1	1			1			1	1				1			1			0	1	1					
Exercice de notification	1			1			0	1	1		1		0	1	1		1	1			1	1	0		1	1			1	1		1			1			0	1		1	
Exercice de mobilisation				1			1		1	1		1		1	1	1		1			1	0		1	1			1			1			1			1					
Exercice de déploiement de matériel par le gouvernement	1						0	1		1		0	1			1	1						1		1		1			1			1			0	1		1			
Exercice de déploiement de matériel par l'industrie	1						0	1	1		1	1	1		1					1	0		1	1				1	1	0	1			1			1		1			
Exercice conjoint entre l'industrie et le gouvernement							0	1		1	0	1			1					0	1	0	1	1				1	1	0			1			1			1			
Centre de stockage et maintenance du matériel de lutte		1					0	1		1	0	1		1		1		1		1	0		1		1			1			1			1		1	1		1	0		
Acquisition du matériel de lutte contre les pollutions par hydrocarbures		1		1			0	1		0	1	1		1	1		1		1		0	1		1		1			1			1			1	1		1	0			
Acquisition du matériel de communication		1		1			0	1		1		1		1	1		1		1		1	1			1	1			1	1		1			1		1	0	1			
Inventaires du matériel de lutte		1	1	1			1	1		1		0	1		1		1			1		1	1	1	1			1	1		1			1		1	0	1		0	1	
Organisation du soutien logistique en place ? Dimensionné d'une manière réaliste ? Mobilisable rapidement ?		1		1			1		1	1		1				1	1		1		1		1		1				1			1			1		0	1		0	1	
Système de partage des ressources état/ industrie, état/ état en place ?		1		1			1		1	1	0	1		1					1	0		1				1			1			1			1	1		1	0	1	0	1
Centre de lutte (Salles de communication, de réunion)		1		1			1		1	1		1		1		1		0	1		1		1	1		1			1			1			1	1		0	1		0	1
Centre de ressources - de formation - de documentation pour la préparation à la lutte et la gestion de la lutte contre les pollutions par hydrocarbures		1		1		1				1				1		1				1		1	1	1		1			1			1			1	1		1		1		

Formulaire utilisé pour les Plan d'action nationaux

1. Législation :		Déjà mis en œuvre	Action en cours	A faire Priorité ?
Adapter le cadre national légal et institutionnel et assurer la pérennisation du plan national d'urgence.				
Ratification	Ratification de la Convention d'Abidjan et de son Protocole d'Urgence			
	Ratification de la Convention OPRC 90			
	Ratification du Protocole OPRC-HNS 2000			
	Ratification de la Convention CLC 92			
	Ratification de la Convention du Fonds 92			
	Ratification de la Convention Bunker 2001			
	Ratification de la Convention HNS 96			
Mise en œuvre dans la législation nationale	Mise en œuvre de la Convention d'Abidjan et de son Protocole d'Urgence			
	Mise en œuvre de la Convention OPRC 90			
	Mise en œuvre du Protocole OPRC-HNS 2000			
	Mise en œuvre de la Convention CLC 92			
	Mise en œuvre de la Convention du Fonds 92			
	Mise en œuvre de la Convention Bunker 2001			
	Mise en œuvre de la Convention HNS 96			
Approbation	Approbation du Plan National d'Intervention d'Urgence			
	Approbation de la politique d'utilisation des dispersants			
	Approbation de la politique ou de procédures pour la gestion des déchets			
Autres ?...				
2. Plan National d'Intervention d'Urgence: Mettre en œuvre un système de préparation à la lutte et de lutte standardisé		Déjà mis en œuvre	Action en cours	A faire Priorité ?
Système de gestion	Mise en place d'un coordinateur / groupe de travail national pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence			
	Développement d'un Plan National d'Intervention d'Urgence			
	Système de gestion de crise			
	Systèmes d'alerte et de notification			
	Systèmes de communication dédié à la gestion de crise			
	Information du Public / Chargé des Affaires Publiques / Conseiller médiatique			
Politique	Liste des dispersants approuvés, Zones d'épandage pré-approuvées, Conditions d'utilisation			
	Politique ou procédures de gestion des déchets			
	Politique de brûlage <i>in-situ</i>			
Évaluation du risque et cartographie de la vulnérabilité	Carte de vulnérabilité des côtes aux pollutions par hydrocarbures et identification des sites les plus sensibles			
	Modèle de dérive			
	Évaluation du risque (probabilité/ conséquence)			
	Risque et scénarii de déversements			
Coordination avec les plans locaux	Intégration des plans locaux d'intervention d'urgence (port, terminaux)			
	Intégration des plans d'intervention d'urgence des industries pétrolières			
Finance	Indemnités et procédures de demande d'indemnités			
	Engagement financier / Demandes d'indemnités / Suivi des demandes			
	Procédures d'échantillonnage et preuves			

Autres ?...				
3. Désignation d'une autorité: Garantir que toutes les autorités nationales requises (au regard des lois nationales, conventions internationales et du Plan National d'urgence) sont officiellement désignées.		Déjà mis en œuvre	Action en cours	A faire Priorité ?
Désignation	Autorité nationale compétente officiellement désignée et responsable de la préparation à la lutte et la lutte contre les pollutions par hydrocarbures			
	Point(s) de contact opérationnel national responsable(s) de la réception et de la transmission des rapports de la pollution par hydrocarbures			
	Organismes nationaux en charge de la préparation à la lutte et la lutte contre les pollutions par hydrocarbures			
	Autorité qui est autorisée à agir au nom de l'état pour requérir ou fournir de l'assistance			
Autres ?...				
4. Accords transfrontaliers et assistance mutuelle:		Déjà mis en œuvre	Action en cours	A faire Priorité ?
Garantir le développement de la coopération et de l'assistance à l'échelle bi-latérale et régionale.				
Accords	Accords régionaux			
	Accords sous-régionaux			
	Accords bilatéraux			
	Assistance mutuelle entre le gouvernement et l'industrie et échanges de matériel de lutte			
Accès à l'assistance extérieure	Mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance (sous-) régionale en place et testés ?			
	Mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance internationale en place et testés ?			
	Mécanismes de gestion de l'assistance en place ? - Procédures Douanières et d'Immigration ? - Procédures pour la prise en charge de l'assistance et le déploiement ?			
Autres ?...				
5. Formation et exercice développés par le pays:		Déjà mis en œuvre	Action en cours	A faire Priorité ?
Développer le niveau d'expertise et les compétences nationales.				
Durabilité	Politique de soutien pour la mise en œuvre du Plan de Lutte ?			
	Politique pour le renforcement des capacités de lutte du pays en place ?			
	Politique de révision et d'audit du plan de lutte en place ?			
Formation	Politique nationale de formation en place ? Plan de formation pluriannuel des personnels à tous les niveaux ? Répondant aux besoins du pays et basé sur les standards internationaux ?			
	Niveau d'introduction			
	OPRC Niveau 1			
	OPRC Niveau 2			
	OPRC Niveau 3			
	Formation de formateurs			
	Autres séminaires et ateliers développés par le pays			
Exercice	Plan d'organisation d'exercices en place ? Implication des acteurs locaux ? et du secteur privé ?			
	Exercice de gestion de crises (en salle)			
	Exercice de notification			
	Exercice de mobilisation			

	Exercice de déploiement de matériel par le gouvernement			
	Exercice de déploiement de matériel par l'industrie			
	Exercice conjoint entre l'industrie et le gouvernement			
Autres ?...				
6. Ressources Nationales:		Déjà mis en œuvre	Action en cours	A faire
Garantir que des équipements suffisants/ adaptés sont disponibles dans le pays pour :				Priorité ?
- gérer des pollutions accidentelles jusqu'à un certain niveau (minimum : Tier 1)				
- assurer une alerte rapide et des communications opérationnelles				
Matériel de lutte	Centre de stockage et maintenance du matériel de lutte			
	Acquisition du matériel de lutte contre les pollutions par hydrocarbures			
	Acquisition du matériel de communication			
	Inventaires du matériel de lutte			
Gestion et soutien logistiques	Organisation du soutien logistique en place ? Dimensionné d'une manière réaliste ? Mobilisable rapidement ?			
	Système de partage des ressources état/ industrie, état/ état en place ?			
Centre	Centre de lutte (Salles de communication, de réunion)			
	Centre de ressources - de formation - de documentation pour la préparation à la lutte et la gestion de la lutte contre les pollutions par hydrocarbures			
Autres ?...				

Annexe 8. Formulaire d'évaluation

Afin de mesurer l'efficacité de nos formations nous sommes intéressés par votre avis

Titre de formation: Atelier Régional et Conférence GI WACAF 2009

Nom:

Date:

Comment noteriez-vous les éléments suivants ? 0 = vraiment en désaccord et 10 = fortement d'accord. Afin de nous aider à réaliser les améliorations appropriées dans le future, merci d'être aussi spécifique que possible.

Structure de la formation	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
a. Le contenu technique était approprié											
b. Les matériels de cours étaient d'une excellente qualité											
Commentaires spécifiques au sujet de la structure du cours :											
Applicabilité à vos fonctions	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
a. La formation m'aidera à améliorer mes performances											
b. La formation était adaptée à mes fonctions											
Commentaires spécifiques par rapport à l'applicabilité de la formation à vos fonctions :											
Facilitateur dans l'ensemble	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
a. Les Facilitateurs ont fait preuve de flexibilité en réponse aux questions soulevées au cours de la formation											
b. Dans l'ensemble les facilitateurs étaient appropriés											
Commentaires au sujet des facilitateurs :											
Equipements et organisation	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

a. Les salles étaient appropriées pour les travaux											
b. Les pauses cafés et déjeunés étaient de bonne qualité											
c. (si approprié) Les exemples de matériel de lutte utilisés étaient adaptés											
Commentaires spécifiques sur les équipements et organisation :											

Evaluation générale	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
a. Dans l'ensemble, je suis satisfait avec mon expérience											

En pensant à l'ensemble de la formation, y a-t'il des modules que vous avez trouvés particulièrement utiles pour votre rôle ?

En pensant à l'ensemble de la formation, y a-t'il des modules que vous n'avez pas trouvés particulièrement utiles pour votre rôle ?

Commentaires généraux et suggestions :

Annexe 9. Photographies

Cérémonie d'ouverture



Cérémonie d'ouverture



Conférence



Equipement

